

1501C

CHILE AMERICA

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

DECLARATION DU COMITE EXTERIEUR DE LA CENTRALE
UNIQUE DES TRAVAILLEURS DU CHILI



DROITS DE L'HOMME ET CONVERGENCE DEMOCRATIQUE,
par Julio Silva Solar

HOMELIE DE MONSEIGNEUR DANIEL PEZERIL

AMERIQUE LATINE: LA DECADE DE MEDELLIN A PUEBLA,
par Alain Touraine et Sergio Spoerer

UN PUISSANT MOUVEMENT D'OPINION PUBLIQUE SE
MOBILISE AUX EE.UU. POUR LE RETOUR DE LA
DEMOCRATIE AU CHILI

LETTRE A PINOCHET DEPUIS BUCHENWALD, par
Isabel Letelier et Moy de Toha

LE DROIT DE VIVRE DANS SA PATRIE

CONFERENCE MONDIALE DE SOLIDARITE AVEC LE
CHILI A MADRID

N° 7-8

3^{ème}

année

1978

40 P 9355

Publication périodique du
Centre d'Etudes et de Documentation
(Association Loi 1901, 4-VIII-77)

Directeur de la Publication: PHILIPPE FARINE
42, rue Liancourt
75014 Paris

Comité de Redaction: B. LEIGHTON, J. SILVA S.,
E. TOMIC, J. A. VIERA-GALLO

Il nous a paru indispensable de canaliser la voix des secteurs chrétiens et indépendants qui luttent contre la dictature de la Junte militaire chilienne. Le comité de redaction de cette publication est formé de personnes qui appartiennent à l'Unité Populaire ainsi que de personnes qui appartenant à la Démocratie Chrétienne condamnèrent dès le début le coup d'Etat contre la Président Allende et le régime de force provenant de cette intervention. Nous ne voulons pas être une voix exclusive mais unitaire. Notre effort se joint à la grande tâche commune d'arracher le Chili à la dictature et de tracer la voie vers une démocratie plus forte et renouvelée qui rend aux chiliens, dans un niveau supérieur à celui du passé, la justice, la dignité et la liberté.

("Positions et Buts", idées exprimées dans le premier editorial)

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 120 F par an (6numeros)

Adressez votre chèque (bancaire ou postal)

à l'ordre de: CHILE AMERICA
42, rue Liancourt
75014 Paris

Syndical Chilien

Pinochet vient de dissoudre les directions de toutes les organisations syndicales chiliennes en promulguant un nouveau décret-loi le 27 Octobre 1978

sommaire

Un nouveau pas dans l'exécution du plan dessiné par les corporations multinationales et les monopoles oligarchiques chiliens destiné à détruire le mouvement syndical, empêcher toute expression indépendante de ses organisations et imposer une organisation syndicale fasciste vient d'être franchi.

Déclaration du Comité Extérieur de la Centrale Unique des Travailleurs du Chili	p. 3
Droits de l'Homme et Convergence Démocratique, par Julio Silva Solar	p. 5
Homélie de Mgr. Daniel Pezeril	p. 11
Amérique Latine: la décade de Medellin à Puebla, par Alain Touraine et Sergio Spoerer	p. 14
Les béquilles de Pinochet	p. 27
Un puissant mouvement d'opinion publique se mobilise aux EE.UU. pour le retour de la Démocratie au Chili	p. 28
Lettre à Pinochet depuis Buchenwald, par Isabel Letelier et Moy de Toha	p. 33
Le droit de vivre dans sa Patrie	p. 35
Le 9 de Novembre s'ouvre à Madrid la Conférence Mondiale de Solidarité avec le Chili	p. 40
Programme du "Cinema Latinoaméricain" à Paris	p. 44

Pinochet montre encore une fois, son caractère fasciste quand il invite les travailleurs à élire des nouvelles directions syndicales le 31 Octobre prochain. Dans un délai de 72 heures comportant un samedi et dimanche - il impose aux travailleurs des "élections" qu'il qualifie sans en avoir le moindre scrupule, de "libres". Il prétend que les travailleurs se voient obligés "d'élire" les candidats qu'il a préparés pendant 3 ans, dans la soi-disante "Ecole Syndicale du Syndicat National des Associations", qui dépend directement de lui.

Sommaire

DECLARATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA CONFÉRENCE
UNIQUE DES TRAVAILLEURS DU CHILI p. 3

DROITS DE L'HOMME ET CONSCIENCE DÉMOCRATIQUE,
PAR JULIO SILVA SOTO p. 5

HOMÉDIO DE MTR. GONZÁLEZ PARRIS p. 11

AMÉRIQUE LATINE: LA DÉCADE DE MEXIQUE À PUEBLO,
PAR ALAIN TOURNAI EN COLLABORATION AVEC
LES RÉDACTEURS DE PINCHER p. 14

UN POUSSANT MOUVEMENT D'OPINION PUBLIQUE EN
MEXIQUE AUX ÉLUS, POUR LE RETOUR DE LA
DÉMOCRATIE AU CHILI p. 27

LETRE À PINCHER DE MTR. BUCHENWALD, PAR JESUS
REYES ET MTR. DE JESUS p. 33

LE DROIT DE VIVRE DANS SA PATRIE
LE 9 DE NOVEMBRE S'OUVRE À MEXIQUE LA CONFÉRENCE
MUNDIALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE CHILI p. 38

DECLARATION DU COMITE EXTERIEUR DE LA
CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS DU CHILI

Pinochet Se Propose de Détruire l'Ensemble du Mouvement
Syndical Chilien

Pinochet vient de dissoudre les directions de toutes les organisations syndicales chiliennes en promulguant un nouveau décret-loi le 27 Octobre 1978.

Un nouveau pas dans l'exécution du plan dessiné par les corporations multinationales et les monopoles oligarchiques chiliens destiné à détruire le mouvement syndical, empêcher toute expression indépendante de ses organisations et imposer une organisation syndicale fasciste vient d'être franchi.

Pinochet est l'exécuteur de ce plan visant à imposer l'inertie forcée des travailleurs. Pour ce faire, il a élaboré un ensemble de dispositions fascistes recouvertes d'une apparence juridique.

- En Juin il dicta le décret 2.200 qui modifie les Livres I et II du Code du Travail ce qui comporte un recul brutal sur le plan des droits et des conquêtes que les travailleurs avaient obtenus depuis la naissance même du mouvement syndical chilien.

- Le 20 Octobre, il promulgua le décret 2.200 autorisant le Ministre de l'Intérieur pour licencier, transférer ou demettre de ses fonctions n'importe quel fonctionnaire de l'administration publique.

- Le décret 2346 rend illégal, ordonne la dissolution de 7 Fédérations Syndicales Nationales et 529 syndicats de base et accorde au gouvernement le droit de s'emparer de leurs biens, laissant sans représentation syndicale plus de 400.000 travailleurs.

- Le décret 2347 qui dispose des mesures répressives pour ceux qui assument la défense des organisations syndicales dissoutes.

Par le décret du 27 Octobre tout droit à l'association syndicale pour les travailleurs de l'administration publique n'est pas reconnu. Ceci comporte la dissolution pure et simple de leurs fédérations, associations et unions nationales existant depuis des décennies et respectées par tous les gouvernements.

Pinochet montre encore une fois, son caractère fasciste quand il invite les travailleurs à élire des nouvelles directions syndicales le 31 Octobre prochain. Dans un délai de 72 heures comportant un samedi et dimanche - il impose aux travailleurs des "élections" qu'il qualifie sans en avoir le moindre scrupule, de "libres". Il prétend que les travailleurs se voient obligés "d'élire" les candidats qu'il a préparé pendant 5 ans, dans la soi-dissante "Ecole Syndicale du Secrétariat National des Associations", qui dépend directement de lui.

Il s'agit-là d'une nouvelle et criminelle fraude pour tromper

les Chiliens et l'opinion publique internationale, comparable au "référendum" du 4 Janvier et à la fausse amnistie.

L'évidence de la fraude est contenue dans le décret lui-même, lequel stipule que ne peuvent se représenter aux "élections":

- Les 35 mille dirigeants, démocratiquement élus par les travailleurs avant le 11 Septembre 1973.

- Environ 100.000 travailleurs, qui dans les dernières années ont été des dirigeants ou des candidats pour de directions syndicales ou qui ont postulé à des fonctions de représentation populaire.

- Les milliers de militants des partis politiques.

- Les centaines de milliers qui n'ont pas 5 ans de travail continu dans la même entreprise. Etant données les caractéristiques de nombreux types de travaux et le chômage accru, la quantité de travailleurs qui ne remplit pas ces conditions est immense.

D'autre part, ne pourront pas participer aux élections:

- Plus de 400.000 travailleurs des organisations dissoutes.

Pinochet prétend ainsi éviter toute expression libre des travailleurs dans leur lutte contre la fausse négociation collective, annoncée par le Ministre du Travail, arrêter la vague de mécontentement des travailleurs qui menace de l'abattre, et tromper l'opinion publique mondiale.

Pinochet, qui ajoute une action de plus à sa longue série d'attentats antidémocratiques, ne sera pas le leader des travailleurs et du mouvement syndical chilien.

Nous sommes persuadés que les travailleurs trouveront les moyens d'exprimer leurs intérêts de classe.

Le Comité Extérieur de la CUT exprime sa plus large et active solidarité et sa reconnaissance à la lutte constante développée par les travailleurs chiliens, ainsi qu'à tous les dirigeants qui, par des efforts inouïs ont su défendre l'intégrité et l'indépendance du mouvement syndical chilien.

Le Comité Extérieur de la CUT valorise profondément les efforts unitaires entrepris et il est convaincu qu'ils s'accroîtront pour renforcer la lutte contre l'escalade fasciste qui prétend méconnaître leurs organisations.

Le mouvement syndical international s'indigne des actions de Pinochet contre les travailleurs chiliens et renforcera encore plus, sa solidarité avec la lutte de notre peuple pour vaincre le fascisme et pour rétablir la démocratie dans notre Patrie.

COMITE EXTERIEUR DE LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS DU CHILI

Saint-Denis, Octobre 1978.

DECLARATION DU COMITE EXTERIEUR DE LA
CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS DU CHILI

Pinochet Se Propose de Détruire l'Ensemble du Mouvement
Syndical Chilien

Pinochet vient de dissoudre les directions de toutes les organisations syndicales chiliennes en promulguant un nouveau décret-loi le 27 Octobre 1978.

Un nouveau pas dans l'exécution du plan dessiné par les corporations multinationales et les monopoles oligarchiques chiliens destiné à détruire le mouvement syndical, empêcher toute expression indépendante de ses organisations et imposer une organisation syndicale fasciste vient d'être franchi.

Pinochet est l'exécuteur de ce plan visant à imposer l'inertie forcée des travailleurs. Pour ce faire, il a élaboré un ensemble de dispositions fascistes recouvertes d'une apparence juridique.

- En Juin il dicta le décret 2.200 qui modifie les Livres I et II du Code du Travail ce qui comporte un recul brutal sur le plan des droits et des conquêtes que les travailleurs avaient obtenus depuis la naissance même du mouvement syndical chilien.

- Le 20 Octobre, il promulgua le décret 2.200 autorisant le Ministre de l'Intérieur pour licencier, transférer ou demettre de ses fonctions n'importe quel fonctionnaire de l'administration publique.

- Le décret 2346 rend illégal, ordonne la dissolution de 7 Fédérations Syndicales Nationales et 529 syndicats de base et accorde au gouvernement le droit de s'emparer de leurs biens, laissant sans représentation syndicale plus de 400.000 travailleurs.

- Le décret 2347 qui dispose des mesures répressives pour ceux qui assument la défense des organisations syndicales dissoutes.

Par le décret du 27 Octobre tout droit à l'association syndicale pour les travailleurs de l'administration publique n'est pas reconnu. Ceci comporte la dissolution pure et simple de leurs fédérations, associations et unions nationales existant depuis des décennies et respectées par tous les gouvernements.

Pinochet montre encore une fois, son caractère fasciste quand il invite les travailleurs à élire des nouvelles directions syndicales le 31 Octobre prochain. Dans un délai de 72 heures comportant un samedi et dimanche - il impose aux travailleurs des "élections" qu'il qualifie sans en avoir le moindre scrupule, de "libres". Il prétend que les travailleurs se voient obligés "d'élire" les candidats qu'il a préparé pendant 5 ans, dans la soi-dissante "Ecole Syndicale du Secrétariat National des Associations", qui dépend directement de lui.

Il s'agit-là d'une nouvelle et criminelle fraude pour tromper

les Chiliens et l'opinion publique internationale, comparable au "référendum" du 4 Janvier et à la fausse amnistie.

L'évidence de la fraude est contenue dans le décret lui-même, lequel stipule que ne peuvent se représenter aux "élections":

- Les 35 mille dirigeants, démocratiquement élus par les travailleurs avant le 11 Septembre 1973.

- Environ 100.000 travailleurs, qui dans les dernières années ont été des dirigeants ou des candidats pour de directions syndicales ou qui ont postulé à des fonctions de représentation populaire.

- Les milliers de militants des partis politiques.

- Les centaines de milliers qui n'ont pas 5 ans de travail continu dans la même entreprise. Etant données les caractéristiques de nombreux types de travaux et le chômage accru, la quantité de travailleurs qui ne remplit pas ces conditions est immense.

D'autre part, ne pourront pas participer aux élections:

- Plus de 400.000 travailleurs des organisations dissoutes.

Pinochet prétend ainsi éviter toute expression libre des travailleurs dans leur lutte contre la fausse négociation collective, annoncée par le Ministre du Travail, arrêter la vague de mécontentement des travailleurs qui menace de l'abattre, et tromper l'opinion publique mondiale.

Pinochet, qui ajoute une action de plus à sa longue série d'attentats antidémocratiques, ne sera pas le leader des travailleurs et du mouvement syndical chilien.

Nous sommes persuadés que les travailleurs trouveront les moyens d'exprimer leurs intérêts de classe.

Le Comité Extérieur de la CUT exprime sa plus large et active solidarité et sa reconnaissance à la lutte constante développée par les travailleurs chiliens, ainsi qu'à tous les dirigeants qui, par des efforts inouïs ont su défendre l'intégrité et l'indépendance du mouvement syndical chilien.

Le Comité Extérieur de la CUT valorise profondément les efforts unitaires entrepris et il est convaincu qu'ils s'accroîtront pour renforcer la lutte contre l'escalade fasciste qui prétend méconnaître leurs organisations.

Le mouvement syndical international s'indigne des actions de Pinochet contre les travailleurs chiliens et renforcera encore plus, sa solidarité avec la lutte de notre peuple pour vaincre le fascisme et pour rétablir la démocratie dans notre Patrie.

COMITE EXTERIEUR DE LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS DU CHILI

Saint-Denis, Octobre 1978.

DROITS DE L'HOMME ET CONVERGENCE DEMOCRATIQUE

Julio Silva Solar

Ce document a été préparé par l'auteur pour le symposium de la Semaine Universitaire Latinoaméricaine organisée par l'Université de Barcelone (Octobre 1978)

Cette réflexion sur les Droits de l'homme est basée sur l'expérience qui vit le peuple du Chili. Pendant des longues années, jusqu'en 1973 lorsque se produit le coup d'Etat militaire qui renverse le président Allende, le problème des Droits de l'homme n'était pas présent dans la vie politique du pays, les problèmes qui nous occupent sont alors d'un autre ordre. C'est la dictature militaire de caractère fasciste avec à sa tête Pinochet, qui en faisant table rase des Droits de l'homme fait surgir le problème avec une force singulière. Le peuple découvre avec la famine et la terreur répressive que sa lutte contre la dictature c'est la lutte pour ses Droits de l'homme et que la grande solidarité que se manifeste dans le monde invoque le principe des Droits de l'homme. Ceci crée une nouvelle réalité et ouvre, peut être, pour nous un chemin politique qui n'était pas prévu.

Les Droits de l'homme peuvent être formulés comme un programme capable de mobiliser beaucoup d'énergies et atteindre un consensus considérable. Le peuple chilien sortira de la dramatique expérience de ces années, profondément engagé pour la défense des Droits de l'homme. Un vaste front social et politique, qui lutte aujourd'hui contre la dictature, peut trouver dans les Droits de l'homme une base commune pour construire et développer une démocratie solide, fondée sur le consensus d'une énorme majorité. Une politique basée sur les Droits de l'homme peut par-

venir à une union plus vaste d'opinions et de volontés et à ouvrir une nouvelle perspective pour le progrès du peuple et la transformation de la société.

L'aspiration aux Droits de l'homme se manifeste depuis longtemps, d'une façon ou d'une autre, et bien sûr dans les grandes religions ou systèmes de pensée, et en 1789 la Révolution Française proclame la "Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen" qui contient plusieurs des principaux droits et libertés de l'homme. La bourgeoisie fit sa contribution historique à la conquête de la démocratie et des Droits de l'homme, en luttant contre les pouvoirs absolus de la classe dominante d'alors. Aujourd'hui, par contre, la grande bourgeoisie monopoliste et le pouvoir du capital multinational ourdit et soutient les régimes militaires autoritaires. Au Chili par exemple, ils complotèrent contre le gouvernement constitutionnel et démocratique de Allende puis ont soutenu financièrement la dictature de Pinochet. A tel point que, alors que le crédit public nord-américain au gouvernement de Pinochet a diminué ces deux dernières années de US 360 millions par an (en 1974-76) à US 122 millions en 1977 et seulement US 38 millions pour cette année (estimation), le crédit privé, par contre des grandes banques multinationales des pays capitalistes a augmenté de US 100 millions par an (en 1974-75) à US 850 millions en 1977 et un milliard en 1978. Le capital financier

international est aujourd'hui la bombe à oxygène de Pinochet.

C'est après la Deuxième Guerre, en réaction aux atrocités du nazisme et du fascisme, que l'idée des Droits de l'homme devint une idée-force universelle et qu'elle fut consacrée comme une conquête de l'Humanité dans la Charte des Nations Unies, puis dans la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, et plus récemment dans le Pacte international des droits civiques et politiques. Les Droits de l'homme sont, donc, une conquête démocratique des peuples qui ont vaincu le hitlérisme. Sa reconnaissance constitue un engagement des nations qui forment le nouvel ordre international et la volonté que le sacrifice de millions d'êtres humains qui ont donné leur vie pour vaincre le fascisme, ou qui furent ses victimes, n'ait pas été inutile.

La criminalité nazifasciste a eu une renaissance très notoire avec le régime de Pinochet. La répudiation de l'Humanité se manifeste de façon écrasante alors qu'aux Nations Unies, et dans les plus hautes sphères politiques, religieuses et culturelles du monde et même à l'OEA (Organisation des Etats Américains) un jugement a été émis sur le gouvernement de la Junte Militaire. C'est un gouvernement qui a été soumis à un procès et condamné moralement et politiquement.

Les Droits de l'homme, principe unificateur

Après cette expérience - insolite pour notre pays - de négation brutale des Droits de l'homme et dans un même temps la reconstruction progressive de la lutte du peuple autour de ces droits (redécouvrant leur valeur permanente ainsi que la vaste solidarité qu'ils suscitent), l'idée de prolonger le principe des Droits de l'homme comme critère d'orientation de la recons-

truction politique et sociale du pays et fondement d'un nouvel Etat démocratique s'impose à la conscience politique. C'est le seul principe, à notre avis, qui puisse unifier et protéger vers l'avant l'ensemble des forces sociales et politiques qui sont contre la dictature, c'est à dire, le vaste secteur qui englobe la classe ouvrière, la paysannerie et les couches moyennes. Ce qui dans notre pays se traduit politiquement par l'Unité Populaire et la Démocratie Chrétienne et qui s'étend maintenant à d'autres secteurs. Il ne s'agit donc pas d'un bloc de gauche mais d'un secteur plus vaste.

Nous savons que la convergence de ces forces exige un travail énorme de rectification des positions et des schémas classiques soutenus d'un côté ou de l'autre. Nous sommes conscients des difficultés que cela représente. Mais, par ailleurs ces forces sont intéressées par un développement démocratique et leur lutte résolue contre un même adversaire (la dictature) les rapprochent indubitablement. Les Droits de l'homme peuvent être un élément articulateur de cette convergence.

La division de l'opposition belligérante entre la classe ouvrière et les classes moyennes dans notre pays débouche sur la tragédie que nous connaissons tous aujourd'hui. La démocratie au Chili fut vaincue par les pouvoirs qui cherchent une régression fasciste et autoritaire, même s'il faut l'imposer à feu et à sang.

La démocratie a rarement existé dans l'histoire et ce serait une erreur de croire qu'elle est aujourd'hui garantie. Bien entendu, dans d'importants secteurs de la planète elle n'existe pas, en Amérique Latine elle a subi un reflux ces dernières années. Dans le monde capitaliste développé elle s'affronte à de sérieuses difficultés, des tentatives de destabilisation, qui ne lui permettent pas de se sentir sûre. La démo-

cratie a aujourd'hui des ennemis qui ont plus de pouvoir qu'ils n'en ont jamais eu. L'oligarchie capitaliste du monde ne croit pas à la démocratie. La démocratie la gêne et tout au plus elle la tolère quand elle ne peut pas faire autrement. C'est ainsi que la démocratie est sujette à des régressions brutales, comme nous avons pu le voir dans notre pays et dans d'autres, et comme nous pourrions le voir demain dans d'autres encore. La seule chose qui puisse affermir la démocratie, la recouvrir et la développer, c'est une grande alliance des forces, un grand consensus, dont les bases principales ne peuvent être autres que la classe ouvrière et les classes moyennes. Si ces forces ne s'unissent pas, les progrès qu'elles feront chacune de leur côté s'opposant l'une à l'autre, seront plutôt une possibilité pour l'action des puissants ennemis de la démocratie qui attendent toujours leur heure et qui agissent lorsque les conditions leur permettent. L'union des forces, par contre, isolera et fera reculer les cercles antidémocratiques, agira comme un élément qui affaiblit, ou dissuasif, en ne laissant pas de marge de manoeuvre ou des conditions favorables à leurs tentatives.

Les forces du consensus démocratique, auxquelles nous faisons référence, trouvent dans les Droits de l'homme une tâche positive à entreprendre dès maintenant, dont la réalité est encore très éloignée, ainsi qu'une perspective vers le futur. Les Droits de l'homme ont une dimension à la fois individuelle et sociale. Ils constituent un ensemble de droits civiques, politiques, culturels, sociaux et économiques. Droit à la vie et à l'intégrité de l'individu ce qui exclut l'assassinat, la torture, le traitement cruel ou inhumain, la détention ou la prison arbitraire, la disparition du détenu, le fait d'être sans défense face à

l'injustice. Egalité de tous devant la loi. Le droit a ne pas être sanctionné pour des délits qui n'aient pas été établis par une décision d'un tribunal compétent, à la suite d'un procès public et les garanties de rigueur. Le droit au respect du domicile, de la correspondance, de la vie privée. Le droit à la nationalité, à circuler, à vivre dans sa patrie. Le droit à la liberté de pensée, de religion, d'opinion, d'expression, le droit d'écrire, le droit de parler, aux moyens de communication, le droit de réunion et d'association. Le droit à participer à la désignation des autorités comme les autres citoyens, par le suffrage universel lors d'élections libres qui expriment la volonté populaire. Le droit d'être élu et d'élire. Le droit à l'éducation, à la culture, au travail, à une rémunération équitable. Droits syndicaux. Droit de la famille et à la protection légale. Le droit à un niveau de vie adéquat et digne qui assure à celui qui travaille et à sa famille, l'alimentation, les vêtements, le logement, l'assistance médicale, les services sociaux nécessaires, la protection ou l'assurance en cas de chômage, maladie, invalidité, veuvage, vieillesse, et autres risques. Le droit enfin, à que s'établisse un ordre social et international où les droits et les libertés proclamés soient effectifs.

Cette simple énumération, confrontée à la réalité que vit aujourd'hui tellement de peuples, et que dire du peuple chilien, signifie qu'il y a pour les forces démocratiques une grande tâche qui reste à accomplir. Il faudrait commencer par là. En conséquence un programme concret de Droits de l'homme menerait certainement à des transformations sociales pour qu'ils deviennent réalité. Mais ces transformations, vues de cet angle et pour favoriser le consensus qui les rend possibles, doivent surgir comme une exigence pragmatique plus qu'idéologique.

Nous pensons que le principal effet

du développement conséquent d'une politique inspirée des Droits de l'homme est celui de concevoir et de pratiquer la démocratie de façon homogène, au moins dans ses aspects fondamentaux. Si la démocratie veut dire des choses très différentes pour les uns et les autres, il n'y aura de politique démocratique consistante, il n'y aura pas d'accord autour d'un développement démocratique. Les Droits de l'homme peuvent contribuer à étendre une pédagogie démocratique. Tout au moins il y a eu deux points sur lesquels nous devons appeler l'attention. Le premier est que seul l'exercice démocratique du pouvoir garantit les Droits de l'homme. Si le pouvoir ne s'exerce pas par des méthodes ou des processus démocratiques cette garantie n'existe pas. De cette façon, au problème du caractère du pouvoir d'Etat, que de classe ou pas, si le pouvoir doit être aux mains de telle ou telle classe, s'ajoute du point de vue des Droits de l'homme, la considération non moins importante (en vérité fondamentale) de que quelque soit le type de pouvoir - et si c'est un pouvoir de classe, quelque soit la classe dominante dans l'Etat, la bourgeoisie ou la classe ouvrière - le pouvoir soit exercé démocratiquement et non pas par la dictature.

La démocratie comme valeur suprême

Les Droits de l'homme ainsi que la génération et l'exercice démocratique du pouvoir sont reconnus, en conséquence comme ayant une valeur permanente et prioritaire, à laquelle rien ne s'oppose. Ils ne se subordonnent donc pas, à l'intérêt de préserver le capitalisme ou d'imposer le socialisme, ils ne se violent pas au nom de la sécurité nationale, la civilisation chrétienne, la révolution prolétarienne ou une autre urgence. Faire de la démocratie le principe suprême et non pas une valeur instrumentale

pour obtenir autre chose, ne signifie rien de plus que reconnaître au peuple son droit à décider par lui-même, c'est à dire reconnaître loyalement la souveraineté du peuple ou sa majorité d'âge. C'est le peuple dans son ensemble, comme communauté de citoyens, qui doit décider de son système social, économique, politique, de son pays, du type de gouvernement; c'est le peuple qui doit élire les autorités.

Aucun parti, aucune classe sociale, ou force armée, peut s'attribuer la particularité d'interpréter le peuple ou de connaître son intérêt objectif ou de représenter sa volonté. C'est le peuple lui-même qui doit être son interprète, prendre les décisions qui concernent ses intérêts et manifester directement sa volonté, pour déléguer, bien sûr, sa représentation. La volonté populaire s'exprime - comme le dit la Déclaration des Droits de l'homme - par le suffrage universel dans les conditions et avec les garanties nécessaires pour qu'il soit une manifestation réelle de cette volonté.

Respecter la volonté du peuple signifie que celui-ci peut s'exprimer dans un sens ou dans l'autre, c'est à dire, à l'intérieur d'un pluralisme qui admette les positions dissidentes et l'alternance au pouvoir de différentes tendances. Du point de vue d'une conception démocratique tout cela semble aller de soi. Cependant si la démocratie flanche c'est parce que ces vérités élémentaires ne sont pas vraiment incorporées ou parce que chacun les interprètent à sa façon. Ce qui est sûr c'est que si la pensée démocratique commune ne prend pas plus d'ampleur il n'y aura pas de possibilité de convergence démocratique ni de progrès démocratique. Dans ce cas, la démocratie dans la meilleure des hypothèses, sera précaire et hasardeuse.

Le deuxième point sur lequel nous voulons insister est de savoir si c'est seulement à partir d'un Etat démocratique, pluraliste, institu-

tionnel, basé sur les Droits de l'homme que nous pouvons concevoir la convergence d'un vaste secteur, dont les piliers sont la classe ouvrière et les couches moyennes. Cet Etat ne pourrait pas être un Etat conservateur du "stato quo" ni un Etat révolutionnaire ou qui prépare la révolution en passant par sa destruction. Il faudrait l'entendre comme un Etat de démocratie en développement, démocratie rénovatrice, avec un projet politique qui s'oriente vers une ligne de démocratie progressive, de participation, de socialisation, qui atteignent tous les niveaux du pouvoir et qui se traduit en programmes concrets, par phases successives, d'après le consensus qu'il produit et qui est la condition pour pouvoir avancer.

Dans cette perspective et en raison des forces que l'on veut unir, il ne serait pas productif d'insister sur la définition préalable de la nouvelle société, qui est une sorte d'abus idéologique auquel nous sommes habitués, mais de travailler plus et mieux sur la réalité actuelle, sur les progrès qui sont possibles aujourd'hui, de façon à ce que la nouvelle société qui doit surgir comme résultat du processus dans son ensemble, trouve en elle-même et au moment voulu sa définition.

L'Etat démocratique que nous concevons ne serait pas neutre, c'est à dire qu'il ne prétendrait pas ignorer les principes sur lesquels il se fonde, mais au contraire, il éduquerait le pays, la jeunesse, le peuple, et les forces armées d'après les valeurs ou méthodes démocratiques, qui à leur tour, donneront une forme et un contenu à l'ensemble du corps social et constitutionnel. Elle serait, de la même façon, une démocratie conséquence du fait que pour son propre bien elle doit exiger un haut niveau moral dans l'exercice de la fonction publique; qu'elle ne doit pas tout attendre d'un changement de structures, mais veiller aussi à l'administration efficiente et correcte au

service de la population; de même, le principe de l'autorité et de la discipline sociale doit être observé strictement puisque le désordre anarchique est l'antichambre de la régression autoritaire et du fascisme. Tout cela nous le recueillons, bien sûr, de notre propre expérience.

L'alliance nécessaire et difficile

Les forces sociales et politiques à partir desquelles naîtrait le nouvel Etat démocratique s'intégreraient à lui sur tous les plans. Il faut faire la distinction, cependant, entre le gouvernement et l'Etat. L'Etat surgit d'un engagement institutionnel qui inclut toutes les forces de façon égale. Cela suppose que ces forces développent leur action à l'intérieur de l'Etat et qu'elles s'engagent à sa défense et à son développement. Ce qui, entre autres choses, implique une façon différente d'envisager la relation gouvernement-opposition, qui ne pourra jamais aller jusqu'à la destruction de l'Etat institutionnel lui-même, que toutes ces forces ont pour intérêt suprême de sauvegarder. L'intégration du gouvernement, par contre, peut ne pas inclure toutes les forces en même temps, pour des raisons d'ordre divers, de caractère circonstanciel, mais en aucun cas en vertu d'un principe d'exclusion permanente contre l'une d'elles.

Ce que nous avons exposé ici repose comme nous le disions précédemment, sur la possibilité d'une convergence ou d'une alliance éventuelle de deux forces fondamentales: la classe ouvrière et les couches moyennes et les partis que les représentent. Nous savons qu'il existe entre chacune de ces forces des divergences réelles et à partir de celles-ci une grande méfiance réciproque. Les uns voient dans les couches moyennes un frein pour la révolution. Les autres voient dans les forces ouvrières marxistes un danger de dictature collectiviste. Dépasser ces images, cette méfiance, ces différences ob-

jectives jusqu'à parvenir à une relation de confiance démocratique, de principes homogènes et d'un consensus minimum indispensable pour réaliser une oeuvre politique n'est pas une tâche facile. Cela suppose une volonté d'accord et un processus de ré-élaboration de certaines conceptions enracinées depuis longtemps, que seule la force des faits peut provoquer.

En ce qui nous concerne, nous ne voyons pas d'autre chemin pour avancer. La réalité actuelle devrait nous enseigner au moins certaines choses. D'une part qu'aujourd'hui il ne semble pas possible de construire une démocratie solide et digne de ce nom sans la participation réelle de la classe ouvrière et des partis nés de celle-ci, par exemple le parti communiste et le parti socialiste. Il serait inutile d'énumérer ici les raisons. Si l'on ne comprend pas cela, nous sommes très loin d'une solution démocratique effective. D'autre part la présence des couches moyennes est aussi indispensable dans un processus de cette sorte. Ces secteurs acquièrent dans la société actuelle une dimension et une influence considérable. Dans nos pays, ils n'assument pas une idéologie de classe mais, dans la grande majorité, se reconnaissent chrétiens, laïcs, humanistes ou sociaux-démocrates. La composition sociale prédominante dans l'Eglise, les forces armées, les juges, les étudiants, les fonctionnaires de service et les techniciens, correspond à ces secteurs. Ils sont prédominants également dans les forces politiques de centre comme la Démocratie Chrétienne et autres. La tendance de la gauche a été de voir dans les couches moyennes une force oscilante qui finalement en est réduite aux positions de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière. C'est une erreur de ne pas reconnaître aux couches moyennes, malgré leurs oscillations et même à travers celles-ci, une identité, des doctrines et des intérêts propres qui sont irréductibles à ceux des

classes antagoniques traditionnelles et aux systèmes en conflit. Il n'est pas rare que pour freiner le socialisme les couches moyennes fassent alliance avec la grande bourgeoisie, alors que pour combattre le fascisme elles se rapprochent de la classe ouvrière.

Mais si finalement on reconnaît l'ampleur et la réalité propre à ces secteurs, le besoin de travailler dans le sens d'une alliance avec eux - que si ce n'est pas un expédient tactique implique sa participation continue au cours du long processus de transformation de la société - il faut en déduire qu'une stratégie différente doit être conçue, dans les termes d'une création politique qui établit ses propres principes, à fin d'aborder cette transformation. Nous voulons dire que les principes ou lois de transformation du capitalisme au socialisme connus jusqu'ici, ne correspondent en rien à une alliance comme celle que nous venons d'envisager, qui ne pourrait opérer qu'à partir de la reconnaissance de la démocratie politique (ou "formelle" pour employer le terme habituel) que le peuple assume, loin de la nier, pour développer à l'intérieur d'un front plus vaste cette fois-ci, ensemble avec les forces intermédiaires, dans une alliance qui ne sera pas exempte de difficultés et de conflits, la réorganisation de la société.

J.S.S.

 HOMELIE DE MONSEIGNEUR DANIEL PEZERIL

Paris, Paroisse de St. Merry, 26 Novembre 1978

Cette homélie a été prononcée par Mgr. Pezeril lors de la célébration conjointe des communautés de la Paroisse de St. Merry et de la Paroisse chilienne à Paris de la fête du Christ-Roi.

Frères et Soeurs ici rassemblés ou dispersés par toute la France,

Vous savez que les premières églises chrétiennes, autour de la Méditerranée, se donnaient fréquemment des nouvelles les unes aux autres. Ces correspondances, les émissaires qui parfois les accompagnaient ont beaucoup fait, dès l'origine, pour l'unité de la grande Eglise du Christ.

Vous ne serez donc pas étonnés que nous soyons fidèles à cette Tradition, ce dimanche où la communauté de St. Merry accueille la paroisse chilienne de Paris. Elles ont décidé de célébrer ensemble cette année la fête du Christ-Roi qui nous concerne tous. Il ne peut résulter de cet échange fraternel qu'une meilleure compréhension de ce qui arrive aujourd'hui aux disciples du Christ dans le monde.

Si je doutais que l'admirable Evangile du Jugement Dernier que nous venons d'entendre convienne à l'Amérique Latine, il suffirait de me rappeler que Paul VI l'a lui même cité de manière imprévue, quasi-irrésistible, il y a 10 ans à Bogota. Malgré tous les obstacles dressés sur ses pas, le Pape tint à rendre visite aux paysans des campagnes environnantes. Devant la misère de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants, il ne put que s'écrier: Je suis venu chez vous pour un Congrès eucharistique. Certes le Christ est présent de manière incomparable dans l'Eucharistie. Mais il l'est aussi de manière mystique en chacun de vous. Jésus nous l'apprend dans une page solennelle de l'Evangile: tout homme qui souffre, tout affamé, tout malade, tout malheureux, c'est lui. Puis faisant allusion à sa responsabilité suprême dans l'Eglise le Pape ajoutait: "Fils, je reconnais en vous le Christ vivant et souffrant".

Assurement l'Amérique Latine constitue tout un continent et rien ne saurait être simplifié. Pourtant Paul VI relevait certaines caractéristiques d'ensemble permettant d'attester qu'elle traversait une des phases les plus critiques de son histoire. Elle était parvenue au moment où, déclarait-il, tout doit être repensé, à un moment de "réflexion totale". Tandis que ces pays lui paraissaient tendus vers un développement nécessaire et urgent, il constatait qu'ils étaient "agités par la conscience de leurs déséquilibres économiques, sociaux, politiques et moraux". Ils se trouvaient comme "submergés" par l'inquiétude de leur avenir.

Il ne m'appartient pas d'analyser ce qui est survenu depuis dix ans dans ces différents domaines. Ce n'est pas mon rôle ici. Je n'ai pas la compétence. Je voudrais toutefois répondre à l'interrogation de maints catholiques de France, qui s'étonnent de la sensibilité de l'Eglise tout entière pour ce qui touche à cette partie du monde. C'est que celle-ci se trouve

dans une conjoncture assez exceptionnelle. Jugez-en vous mêmes.

Tout d'abord l'Amérique Latine est, si l'on peut dire, "naturellement catholique". Sa population représente aujourd'hui à peu près la moitié des catholiques du monde. En conséquence il n'y a pas de continent où la responsabilité de l'Eglise et des chrétiens soit aussi engagée, aussi lourde et aussi incontestable. Enfin, à moins qu'elle ne s'en désolidarise expres sement, l'Eglise était traditionnellement compromise avec les gouvernements qui presque tous se disaient officiellement catholiques.

Autant de raisons qui ne requièrent une attention particulièrement vive non seulement de Rome, mais de chacun d'entre nous. Encore ne fais-je pas allusion aux raisons de coeur.

Continent en pleine mutation, continent essentiellement catholique, l'Amérique Latine connaît de nos jours de multiples et terribles épreuves. Elle est secouée de convulsions périodiques, ici et là soumise successivement à des traitements politiques, économiques et culturels, radicaux et contraires. N'aurait-elle dans ces conditions d'autre alternative que sombrer dans l'anarchie ou perdre la liberté ? Entre tous l'épiscopat du Chili refuse ce défaitisme. Il relève le défi. Peut-être, malgré la gravité et l'amertume de la situation n'y a-t-il pas de pays où la défense des droits de la personne et de la communauté par l'Eglise et les hommes de bonne volonté nous fasse aussi bien sentir ce que l'Amérique Latine pourrait apporter de jeunesse spirituelle au monde, à quel point elle pourrait devenir un jour le continent de l'espérance.

Je n'en voudrais pour preuve que l'intelligence de son expérience nous donne de l'Evangile de ce dimanche. Permettez-moi d'exprimer à ce sujet trois convictions fondamentales que nous partageons également, catholiques du Chili et de France.

Premièrement, il est faux que l'humanité, en dépit de toutes ses inventions et de tous ses dons, soit condamnée à se traîner indéfiniment dans l'an-goise, l'injustice, la souffrance, le doute et la mort. Dieu interviendra dans l'histoire des hommes. A l'heure qui Lui seul connaît. La face du monde sera changée, parce que l'esprit lui même sera changé. Dieu va établir au milieu des hommes un règne de vie et de vérité - comme le proclame la Préface que nous allons réciter dans quelques instants - un règne de grâce et de sainteté, un règne de justice, d'amour et de paix.

En second lieu, c'est au Christ seul qu'il appartient de rassembler ainsi les hommes et de leur donner dès maintenant son Esprit pour qu'il commencent de devenir son peuple. Il est le Fils Unique de Dieu. Il a étendu les bras sur la croix à l'heure de sa Passion, pour les ouvrir à tous. Nous sommes le peuple qu'il s'est acquis par son sang. Comme le dit la liturgie de ce matin, il est vraiment le Christ-Roi.

Roi néanmoins paradoxal et singulier, et c'est notre troisième point. Son Royaume n'a rien de semblable aux royaumes de ce monde. Nous allons assister au renversement le plus extraordinaire qu'on puisse imaginer. Appelé à juger les hommes, sur quoi le Christ nous interrogera-t-il ? L'Evangile que nous avons entendu ce matin ne laisse aucun doute à cet égard. Avant même que nous préparions en quelque sorte notre défense, Jésus nous dira qu'il nous connaît déjà et même que nous l'avons déjà rencontré. Il était là sur le chemin de notre existence, frère malade, misérable ou malchanceux, dévoré de faim, étranger et sans logis. Qu'avons nous fait pour lui ?

Inconcevable retournement: alors que nous avons le visage tourné vers le Christ, voici qu'il le tourne vers d'autres hommes. Cette exigence de réalisme et de fraternité affirmée par le Christ, nous montre bien qu'il n'a que faire des idéologues ou de spirituels plus ou moins inconsistants. Comme le rappelait récemment le Cardinal de Santiago, il ne suffira pas d'avoir crié: Seigneur! Seigneur! C'est la famille vivante des hommes que le Christ entend promouvoir, qu'il entend changer du dedans, par son Esprit.

Vous avez sans doute appris par la presse qu'aujourd'hui même, en cette fête du Christ-Roi, prend fin dans la cathédrale de Santiago une semaine d'information et de concertation sur la défense des Droits de l'homme. Il est impossible de méconnaître l'inspiration profondément religieuse de cette initiative. Pour les évêques chiliens, les "Droits de l'homme" sont essentiellement des droits que Dieu a donné à l'homme. C'est pourquoi ils n'ont aucun complexe à rappeler aux experts de l'économie la détresse concrète des catégories sociales les plus démunies. L'économie n'est pas qu'une science. Ils revendiquent aussi pour tout citoyen sa part légitime de responsabilité politique. Ils protestent à nouveau contre toute atteinte à l'intégrité physique de quiconque et demandent des éclaircissements sur 631 personnes disparues.

C'est l'application pure et simple de l'Évangile à ce jour.

Dans quelques mois se tiendra à Puebla, au Mexique, une conférence extraordinaire de l'épiscopat d'Amérique Latine. Prions pour qu'elle soit un gage d'espérance et de paix.

Comme disaient les premiers chrétiens: "Le Seigneur est proche". Que l'Esprit-Saint lui prépare une humanité qui ne soit pas trop indigne de son retour.

Amen.

 AMERIQUE LATINE: LA DECADE DE MEDELLIN A PUEBLA

Alain Touraine et Sergio Sporer

Dix ans après la Conférence du CELAM à Medellin, "L'Eglise dans la transformation actuelle de l'Amérique Latine à la lumière du Concile", l'Amérique Latine semble se trouver à nouveau à l'un des croisements qui constituent sa façon particulière d'exister. 1968 marque simultanément la fin de l'illusion qui naquit de la Révolution cubaine et l'ouverture d'une nouvelle phase, dont l'exemple le plus marquant serait l'expérience du Chili Populaire de Salvador Allende. Sa mort en 1973, comme celle du Che en 1968, fermeront un chapitre de l'histoire latinoaméricaine. Seulement cette fois-ci c'est une succession de pages noires (ou rouge couleur de sang, et pas de combat) qui marquent le profond et prolongé reflux que vit le mouvement populaire de presque toute l'Amérique Latine.

Les années 60 ont transformé le paysage et le visage du continent. Divisés entre la peur et l'espérance tous les secteurs sociaux avaient inauguré de nouvelles pratiques; progrès, réforme, révolution, furent les mots clés d'une décennie. L'évolution tranquille des années 50 et ses illusions technocratiques ou de développement autocentré sont brutalement interrompues. On parle maintenant plus de changement (volonté consciente, acteurs précis) et moins de modernisation (comprise comme devenir inévitable). L'analyse met l'accent sur l'identification des conflits - les potentialités latentes de la crise - et moins la minutie du diagnostic. Faire face au développement signifie avant tout éliminer les obstacles et pas une simple augmentation des indices de croissance. L'économie cède le pas à la politique. Sur cette nouvelle scène chacun joue son rôle. Cuba fait le premier pas: la défaite de l'impérialisme est possible. Les Etats Unis - après avoir rectifié le faux pas de la Baie des Cochons - répondent: Alliance pour le progrès, réformes et pas de révolution; le pacte interaméricain doit partir sur de nouvelles bases: l'exclusion et l'isolement de Cuba en sont la première condition. Kennedy déclare que son "gouvernement n'hésitera pas à faire face à ses obligations primordiales, c'est à dire, celles de la sécurité de la nation". On tardera plus d'une décennie à découvrir le message occulte, la perspective stratégique indiquée alors: "Obligations primordiales", Sécurité Nationale. Mais à cette époque le débat se centrait sur les conditions et les exigences de l'Alliance pour le Progrès: les changements sociaux, les réformes de structure, étaient une des clefs sur laquelle reposait la sécurité interne, une des conjurations qui permettaient d'exorciser le fantôme de la révolution; et ainsi l'aide américaine était également rendue possible. L'aide et les réformes s'évaporaient rapidement après avoir installé un dispositif solide "contre-insurrectionnel" qui donne aux forces armées de chaque pays - et à leurs polices respectives - des possibilités accrues dans leur lutte contre "l'ennemi interne" (qui bien qu'il continue à être communiste n'est plus d'origine extracontinentale) et dans le domaine de la protection de l'investissement croissant nord-américain dans l'industrie et les services de chaque pays.

Embarquée dans le débat sur les voies de la révolution - qui remplace l'analyse par l'imitation de modèles - la gauche latinoaméricaine finit par naufrager dans son impuissance, dépassée par l'ampleur et l'originalité du défi.

1964 marque un tournant, donne une alerte qui continue à ne pas être écoutée. L'attention se concentre sur l'expérience démocrate chrétienne de Eduardo Frei qui semble répondre au modèle proposé par l'Alliance pour le Progrès et constituer une alternative à l'exemple de Cuba. L'un et l'autre étaient effectifs pour l'essentiel, l'important c'est de voir ce qu'on cache de cette façon là: le véritable modèle de l'Alliance, sa conséquence nécessaire, c'est celui que propose l'expérience des militaires brésiliens: il faudra une autre décade pour le découvrir, le temps de vivre d'autres rêves. C'est pour cela que personne ne prête attention lorsque Golberg do Couto e Silva publie "Géopolitique du Brésil", ou lorsque, également au Brésil, Alfredo Amaral publie "Sécurité et démocratie". En Argentine personne ne perd le sommeil avec "Politiques et stratégies pour le développement et la sécurité nationale" du Général Osiris Villegas. Et au Chili, bien sûr, on ignore totalement en 1968 le livre intitulé simplement "Géopolitique" publié par un général inconnu, Augusto Pinochet... On connaît ce qui suit. Le sens caché d'années futures était inscrit dans ces signes: "guides aveugles"...

Mais à l'époque de Medellin, les données étaient complexes, son espace réel est passé par le croisement de divers chemins, croisement incertain. Au Pérou et au Panama des gouvernements militaires, proclamaient leur volonté d'indépendance nationale et de transformation effectives. En Argentine, en Uruguay, au Chili, des vastes mouvements populaires secouaient la vie nationale. La OEA (Organisation des Etats Américains), lieu privilégié des relations entre les Etats Unis et l'Amérique Latine, vivait une crise importante. Cuba rompait son isolement. L'Eglise latinoaméricaine n'était pas absente de ces transformations. Le continent fut une terre fertile pour les préoccupations du Concile Vatican II. Pour tous l'importance de la participation des chrétiens dans le processus en cours était claire, bien que ne soit pas toujours évidente sa forme et son sens. Camilo Torres témoigna cette déchirure. Medellin exprima - au niveau de la Hiérarchie catholique - la prise de conscience que le "peuple de Dieu" avait déjà manifesté pendant les années précédentes, ainsi semble se tracer le chemin d'une (ré)conciliation entre Eglise et histoire. Nous pensons que le temps écoulé depuis lors tend à le démontrer.

Pour l'analyse de ces dix dernières années (période qui va de Medellin à Puebla) nous voulons proposer une réflexion basée sur six points qui prétendent correspondre aux principaux points signalés dans le chapitre I (vision historique) et II (éléments pour un diagnostic de la réalité latino-américaine) du document proposé à la Conférence de Puebla, "L'évangélisation dans le présent et le futur de l'Amérique Latine". Nous verons ainsi successivement (1) Les transformations structurelles; (2) Situation politique; (3) Relations internationales; (4) Problèmes de la Culture; (5) A propos de la Pastorale Populaire; (6) Vers un nouveau consensus.

Les transformations structurelles

Les dernières années ont vu s'intensifier le processus d'urbanisation et d'industrialisation dont l'importance avait été signalée dans les études de la CEPAL des années 50. Ce qui aujourd'hui est évident c'est que ces deux processus n'ont vu la concrétisation d'aucune des illusions forgées alors autour d'eux. L'urbanisation non seulement n'implique pas - bien au contraire - la modernisation du secteur agricole mais entraîne l'apparition du problème de la marginalité urbaine (Favelas, Villas Miserias, Poblaciones Callampas (+)) qui caractérise aujourd'hui la majorité des villes importantes

(+) Noms des bidonvilles dans différents pays. N.de la T.

de la région. L'industrialisation, pour sa part, n'a pas non plus répondu aux espoirs des années 50. L'épuisement de la phase simple de substitution des importations non seulement a créé de nouvelles et plus complexes formes de dépendance du capital étranger (solidement établi dans tout le secteur industriel, de préférence dans les secteurs les plus dynamiques, dans les services de base: téléphones, électricité, et le système financier) mais a contribué à renforcer les déséquilibres (sociaux, politiques, régionaux) propres à l'hétérogénéité interne de la société latinoaméricaine. Rendus plus aigus par les hauts taux de croissance de la population et les faibles indices de croissance économique, ces déséquilibres apparaissent concentrés dans ce qu'on appelle "l'extrême pauvreté" nouveau nom de la marginalité. Ce qui est important de signaler c'est que derrière cela un processus plus profond a lieu. L'épuisement est celui d'un certain type de développement qui correspondait à l'Etat libéral populiste, prédominant dans la région. Le modèle se basait sur un pouvoir économique externe, implanté à l'intérieur en alliance avec l'oligarchie, sur la base d'une relative autonomie de l'Etat et de l'activité culturelle capables de permettre des politiques de type nationaliste ou populiste. Ce modèle a été de plus en plus remplacé, en particulier dans les grands pays - Brésil, Mexique, Argentine - par un type de capitalisme d'Etat périphérique, caractérisé par l'existence d'un Etat contrerévolutionnaire (forte répression politique et culturelle), forte dette extérieure et production multinationale, avec expansion du secteur public et l'incorporation de nouveaux espaces à l'activité économique. La transition d'un modèle à l'autre varie selon les pays: avec une continuité institutionnelle au Mexique, avec rupture au Brésil (coup d'Etat de 1964 et surtout l'Acte institutionnel n° 5 de 1968), et rupture complexe et progressive en Argentine. Dans les pays qui ont bénéficié des hauts prix internationaux de leurs exportations (Vénézuéla et Colombie avec le pétrole et le café respectivement) une association état-bourgeoisie nationale a été possible, de façon traditionnelle, oligarchique en Colombie, plus modernisante au Vénézuéla. Dans les pays plus petits, de marché interne plus restreints, cette transition qui implique - la disparition de toute politique nationaliste et populiste - mène souvent à la prédominance de l'activité financière (création de ce qu'on appelle marché de capitaux, de type ouvertement spéculatif: cas du Chili) et du commerce d'importation-exportation.

Nous pensons, en conséquence, que plutôt que parler d'une "nouvelle civilisation" à propos d'une phase de transition du rural à l'urbain, il serait plus pertinent de proposer cette dénomination à un processus qui, prenant en considération la diversité des modèles de développement en vigueur et de leurs contradictions spécifiques, s'achemine vers sa substitution par un nouveau tissu de relations sociales basées sur l'égalité sociale et l'indépendance nationale. Cela suppose de surmonter une double limitation de l'analyse: en premier lieu une sorte de pessimisme historique qui est la version moderne d'un certain "naturalisme social" déjà incapable d'avouer son nom. A la différence de ce dernier qui soutient que les choses étant ce qu'elles sont il n'est pas possible qu'elles soient autrement (même au prix d'invoquer "la volonté de Dieu qui l'a voulu ainsi") - le pessimisme historique met l'accent unilatéralement sur les obstacles de la situation actuelle, imposant - au nom du "réalisme" - une modération même dans les termes de l'analyse. Cette attitude - pessimiste - a pour prémisses la possibilité d'une évolution à partir de la situation présente - il s'agit de "convaincre" ses protagonistes. Il nous semble que cette attitude - dans le meilleur des cas - ne peut mener à ce que le système puisse résoudre les manifestations les plus dramatiques dérivées de son fonctionnement. Avec elle non seulement toute possibilité de critique radicale dis

parait, mais elle rend de plus impossible l'éventuelle ouverture de nouveaux espaces de discussion ouverte et d'action sociale.

Mais il nous semble nécessaire de faire remarquer une seconde limitation qui doit être dépassée et que nous appellerons "catastrophisme révolutionnaire". Cette (fausse) perspective d'analyse part du principe que le système actuel mène inévitablement à sa propre perte. En conséquence, l'analyse doit se réduire à prévoir les conditions de la crise finale et l'action qui en dérive doit s'orienter à "accroître les contradictions". L'histoire de ces dernières années nous enseigne, au contraire, qu'à travers de crises très aiguës, plusieurs régimes ont trouvé de nouvelles formes de stabilité. Il est donc nécessaire, de soutenir que ces deux modèles de développement - dans les conditions mêmes de sa transformation - reproduisent pleinement ses conditions d'existence sans créer celles de sa dissolution. Nous voulons signaler deux aspects. Dans la perspective du "catastrophisme révolutionnaire" il est inévitable que l'action de l'impérialisme finisse par unir toute la nation contre lui. Son articulation interne, la désintégration sociale qu'elle produit, ne l'empêche pas de conquérir des appuis nationaux; surtout dans la bourgeoisie monopoliste mais aussi dans les couches moyennes liées au secteur moderne ainsi que dans la haute bureaucratie d'état. C'est ainsi que s'établit une alliance entre un modèle dénationalisé et les Forces Armées. On a soutenu également que la haute concentration régressive du revenu signifiait une réduction du marché intérieur qui finit par produire une crise de réalisation de la plus-value; l'expérience a aussi démenti cette supposition. D'une part le système se donne toujours les marchés qui lui sont nécessaires; un revenu hautement concentré ne signifie pas forcément marché réduit et de plus les marchés d'exportation permettent de résoudre certaines tensions (voir par exemple la grande augmentation des exportations "non traditionnelles" au Chili au cours des dernières années, constituées par la plupart de produits d'origine agricole ou d'élevage, destinés auparavant au marché intérieur).

En Amérique Latine il semble exister une conscience suffisante du "cout social" qui impose le type de développement en vigueur. L'ambassadeur américain auprès de l'ONU, Andrew Young, a lui même signalé lors de la session plénière de la CEPAL en Mai 1977: "Nous devons unir les concepts du développement (qui généralement signifie croissance économique) au concept de libération (qui généralement signifie libération de l'oppression, de la pauvreté, de la dépendance et de la dégradation). Cela doit se faire en définissant le développement comme étant le processus par lequel on parvient au plein respect des Droits de l'homme et à la dignité, par lequel on obtient une vraie justice sociale pour tous les peuples et pour tous les individus". Surprenant langage de l'ambassadeur nord-américain!, un autre signe des temps. Il reste à savoir les prix à payer pour un si haut et si juste but. Car "libération", "Droits de l'homme", "justice sociale", impliquent une rupture du système actuel. Cela suppose un autre type de développement. Elles exigent l'irruption de nouveaux protagonistes, des mouvements sociaux et des forces politiques capables de l'animer; il n'est pas clair que la bonne volonté nord-américaine veuille aller si loin.

La situation politique

Lorsque en Octobre 1970, Henri Kissinger réunissait le "Conseil des 40" pour établir les bases du plan de "destabilisation" du gouvernement élu de Salvador Allende qui n'avait pas encore pris ses fonctions, il avait des puissantes raisons de se montrer inquiet. Un gouvernement constitutionnel, national

et populaire, de grand prestige international menaçait de détériorer la situation des Etats Unis à des niveaux jusqu'alors inconnus en Amérique Latine. Kissinger avait lu le rapport remis une année auparavant au Président Nixon par les ministres des Affaires Etrangères de tous les pays d'Amérique Latine, élaboré lors de la réunion de la CECLA (Commission spéciale de coordination latinoaméricaine), qui dans ce qu'on a appelé le "consensus de Vina del Mar" avaient exprimé: " nous ne sommes plus 21 nations y inclus les Etats Unis; maintenant nous sommes deux: les Etats Unis et nous". Le conseiller spécial de la sécurité avait également lu le rapport Rockefeller, aussi de 1969, où celui-ci signalait sa préoccupation face à la volonté nationaliste des gouvernements du Pérou et de Panama et face à la volonté manifeste de transformations observée dans plusieurs pays qu'il avait visité lors de cette tournée. Il recommande de prêter une attention particulière aux besoins de "sécurité interne" qu'exigent les considérables investissements nord-américains dans la région. L' "enemi interne" menace de façon croissante la "sécurité nationale", a du penser Henri Kissinger, imaginant ce que pouvait être une Amérique Latine selon le modèle brésilien; mais cette possibilité a du lui paraître lointaine. En Argentine le Général Lanusse tentait un retour au pouvoir civil, frayant ainsi le passage à une aberrante tentative de neo-populisme péroniste. Peu après en Bolivie, J.J. Torres prenait la tête d'un gouvernement militaire nationaliste où s'exprime avec force le populisme révolutionnaire d'origine minière. Le Frente Amplio (Front Ample) se frayait un chemin en Uruguay sans ignorer la sensibilité tupamara tributaire du même populisme révolutionnaire. Kissinger - ayant présent à l'esprit les nouvelles possibilités ouvertes par l'Acte institutionnel n° 5 au Brésil - n'ignorait pas cependant, les risques de contagion de l'expérience chilienne, et déclara à la presse qu'il est préoccupé par les conséquences que cela pourrait avoir en France et en Italie, sans oublier pour cela les risques de "destabilisation" globale en Amérique Latine. Henri Kissinger a raison d'être inquiet.

Quelques années plus tard, devenu Secrétaire d'Etat, il retourne à Washington après un voyage à Santiago du Chili où il a participé à l'assemblée annuelle de l'OEA. Il eut à cette occasion un entretien positif avec le Général Pinochet, chef Suprême de la Nation, qui lui manifesta sa volonté de s'occuper du problème des Droits de l'homme qui difficultent la réalisation de certains investissements nord-américains. Henri Kissinger est satisfait: elles sont loin les journées de la fin 1970 et les préoccupations d'alors: de solides gouvernements militaires garantissent la "sécurité nationale" dans tout le sud du continent, c'est avec ses représentants qu'il vient d'avoir des entretiens. Il semble pertinent de se demander, que s'est-il passé depuis? Il nous semble que ce n'est pas la meilleure hypothèse que de soutenir que la prolifération actuelle de régimes de force naît d'un "vide de pouvoir" existant dans la plupart des pays latinoaméricains et que de lui découle l'actuelle "spirale de violence" (insurrection, contreinsurrection; terrorisme, répression, séquestres, tortures, selon les termes du document de Puebla). Une analyse en terme de "violence institutionnalisée", comme l'affirmait le document de Medellin, nous semble plus féconde. L'hypothèse du "vide de pouvoir" signifie valider les régimes militaires comme le "dernier recours" de la Nation face à la crise. Cela signifie - même si on croit la critiquer - se situer à l'intérieur même de la problématique de la Sécurité Nationale.

Les régimes militaires qui aujourd'hui dominant en Amérique Latine sont le résultat de la résistance exprimée par les forces sociales et politiques bénéficiaires de l'un ou l'autre des modèles de développement décrits précé-

dement, face à l'ascension majoritaire (et souvent exprimée constitutionnellement) des classes et secteurs sociaux partisans de sa transformation radicale. Ce modèle autoritaire a son origine dans ce qu'on appelle les politiques de contreinsurrection (élimination de l'ennemi interne), éléments de base de l'Alliance pour le Progrès. Le Brésil (1964) fut l'expérience fondamentale. Mais, le caractère massif de son implantation constitue la réponse à l'apogée du mouvement national et populaire (que nous avons caractérisé sommairement auparavant) qui s'exprime en Amérique Latine au début de cette décennie. La doctrine de la sécurité nationale constitue, donc, la base idéologique des régimes militaires institutionnels, qui font des Forces Armées une sorte de "parti unique au pouvoir". Cela exige l'anéantissement de la société civile: tout ce qui n'est pas fonction positive de la guerre ne doit pas exister. Tous les droits individuels, sociaux, économiques, qui exprimaient la diversité croissante et les contradictions sociales d'une société en mutation, sont remplacés par un seul droit et devoir à la fois: le contrôle interne, la légalité de la répression. C'est ainsi que les partis, les syndicats, la presse, les universités, les églises, les associations de tout genre, sont déclarés agents d'infiltration de l'ennemi interne et traités comme tel (victimes de la répression, poursuivis, anéantis). Tout un système politique et une conception des pratiques qui s'inscrivent dans celui-ci ont prouvé leur fragilité. L'Etat libéral populiste et nationaliste est détruit jusque dans ses racines. Il est évident que la répression est le système de gouvernement d'une minorité, ce qui explique le "manque de consensus politique réel", que signale justement, le document de Puebla. En conséquence, la grande tâche aujourd'hui, la seule perspective de futur c'est de définir - et de construire - les bases multiples et solides d'un nouveau consensus. Consensus sur les antagonismes centraux d'aujourd'hui et son dépassement nécessaire; consensus sur la stratégie de transition, de rupture, consensus sur la société de demain.

Relations internationales

Le document de Puebla signale trois idées principales: (a) l'Amérique Latine n'intéresse pas de façon prioritaire les deux grandes puissances; (b) la dépendance qu'imposent les multinationales; (c) seules l'industrialisation et l'intégration donneront à l'Amérique Latine la capacité de jouer un rôle protagoniste sur la scène mondiale. Nous pensons que ces trois affirmations, sans être fausses, présentent l'inconvénient de ne pas rendre compte des contradictions principales présentes aujourd'hui au niveau international. Nous proposons une réflexion basée sur trois thèmes: (1) l'Amérique Latine et la situation internationale; (2) l'administration Carter et l'Amérique Latine; (3) vers une politique étrangère indépendante.

L'analyse de la situation internationale basée sur le rôle des "Deux grandes puissances" présente non seulement l'inconvénient de simplifier de façon arbitraire des choses différentes mais conduit également à une sorte d'impuissance politique de l'Amérique Latine au niveau international (analyse proche de ce que nous avons appelé précédemment "pessimisme historique"). Une analyse de la situation internationale actuelle doit prendre en ligne de compte, en premier lieu, sa diversité. Cela nous semble une conséquence du climat dominant de détente et de coexistence pacifique qui a caractérisé la fin de la guerre froide. Cette situation - loin de signifier un équilibre de la terreur basé sur une structure bipolaire - fraye un chemin à une diversité croissante sur la scène internationale. Les Etats Unis et l'Union Soviétique, mais aussi la Chine et le Japon, l'Europe et le Tiers Monde, agissent, avec des niveaux d'influence différents, bien sûr, mais avec une personnalité propre indéniable.

Ce climat permet non seulement un politique de paix plus réaliste et juste, mais elle permet aussi que s'expriment de nouvelles voix, de personnalités indépendantes, différentes de celles des deux blocs qui caractérisent la guerre froide. Dans ce contexte l'Amérique Latine a plus de possibilités de s'exprimer de façon indépendante et de mettre en cause le type de relations dominantes jusqu'à ce jour avec les Etats Unis. Audelà des grandes difficultés qui accablent aujourd'hui le continent, cette tendance de fond vers une plus grande indépendance nous paraît caractériser l'insertion internationale de l'Amérique Latine pendant ces dernières années. L'acceptation implicite de la fin de frontières idéologiques (grande bataille du président Allende au niveau latinoaméricain) signifie non seulement la reconnaissance que chaque Nation peut se donner le régime qui lui convient, mais aussi le droit d'établir des relations et de négocier seulement en fonction de ses intérêts et de sa politique en tant que nation. Lors des dernières années de nombreux pays d'Amérique Latine ont établi des relations diplomatiques avec des Etats d'Asie, d'Afrique, d'Europe de l'Est, diversifiant sa présence dans le monde. Cette interdépendance croissante ne garantit pas par elle même une plus grande autonomie, mais nous pensons qu'elle y contribue: une Amérique Latine confinée à des relations exclusives avec les Etats Unis - et formelles avec l'Europe - ne peut que contribuer, par son isolement, à sa fragilité. Une conscience "tiersmondiste" apparaît, brusquement, dans le continent: la politique étrangère du Président du Mexique Echeverria, les relations étroites entre le Venezuela et l'OPEP et sa participation active dans le dialogue Nord-Sud, la participation croissante de différents pays dans le mouvement des non alignés - dont la prochaine assemblée aura lieu à Cuba - sont d'autres preuves de la tendance que nous indiquons. Au niveau du continent la conscience du besoin d'une plus grande autonomie politique et économique face aux Etats Unis s'accroît également.

L'appui donné au Panama dans sa lutte pour le canal, l'échec de la création de l'organisation du traité de l'Atlantique Sud qui devait associer les pays atlantiques aux régimes racistes d'Afrique du Sud, la création du SELA (Système économique latinoaméricain), la défense du Pacte Andin (malgré que le régime de Pinochet s'en soit retiré) témoignent de cette volonté d'indépendance. Il faut signaler, cependant, que ces signes positifs ne constituent pas jusqu'à présent une tendance dominante: la politique nationale et populaire dont ils doivent être le reflet est incompatible avec le type de régime qui prévaut aujourd'hui dans la région.

A ce sujet il faut signaler la rupture de l'idée de Tiers Monde. L'époque de l'internationalisme "tiersmondiste" a vécu sa dernière phase avec la dimension anti-impérialiste de la lutte de libération nationale au Vietnam. En Amérique Latine Che en fut le symbole. Aujourd'hui il est nécessaire de tenir compte de la diversité du Tiers Monde et ses contradictions. On peut observer trois types de pays: a) les pays pétroliers ou possédant des matières premières importantes; b) le groupe de pays en pleine industrialisation capitaliste (Brésil, Mexique, Nigéria, Iran); c) ce qu'on pourrait appeler le quart monde sans ressources. Les prévisions de solidarité naturelle entre pays du Tiers Monde, ont été remplacées, non seulement par une différenciation contradictoire, mais aussi par des phénomènes de sous-impérialisme régional (Brésil, Iran).

En ce qui concerne les relations interaméricaines, elles vivent une autre étape de la crise permanente qui les caractérisent depuis la création de l'OEA en 1948. Il en sera ainsi tant qu'une révision radicale des principes qui en sont la base n'aura pas eu lieu, à savoir, l'égalité de ses membres, leur communauté d'intérêts et la "relation spéciale" que les lient. Une

nouvelle étape vient de commencer sous la Présidence Carter dont la volonté d'établir de nouvelles relations entre le Nord et le Sud de l'hémisphère a été manifesté à plusieurs reprises. Les mesures qui visent à la normalisation des relations avec Cuba (fin du blocus qui touche l'île depuis le début des années 60), la renégociation des droits du Panama sur le canal et ses appels permanents pour le respect des Droits de l'homme ont créé un courant de sympathie et d'espoir dans toute l'Amérique Latine. Cela exige une analyse plus approfondie de cette politique. La politique internationale du Président Carter appelée "humanisme planétaire" (par opposition à la Real politik de Henri Kissinger) est fondée à partir de trois prémisses fondamentales (+). En premier lieu, l'épuisement de la politique d'équilibre des puissances amène, du point de vue nord-américain à la recherche d'une politique trilatérale (Etats Unis - Japon - Europe) qui dans les conditions d'interdépendance croissante au niveau mondial peut exprimer les intérêts particuliers et l'identité fondamentale des "grandes démocraties" du régime capitaliste. En deuxième lieu, cette interdépendance met les Etats Unis face à une vulnérabilité économique interne due au flux croissant de matières premières en provenance du Tiers Monde dont son économie a besoin; cela exige de stabiliser au maximum ses relations politiques et économiques avec lui. En troisième lieu, l'épuisement d'une politique internationale basée sur la force, exige des Etats Unis de prendre dûment en considération les "impératifs moraux" d'une politique étrangère qui doit nécessairement tenir compte de la crise de conscience de la nation nord-américaine qui découle de la défaite d'Indochine et des séquelles de Watergate. Brezinski le signale explicitement (++)).

Ce sont ces impératifs politiques dont J. Carter s'inspire pour sa politique des Droits de l'homme. Ce sont donc des considérations stratégiques et pas seulement morales qui guident cette politique.

Ces éléments nous paraissent nécessaires pour comprendre ce qui effectivement a changé dans la politique nord-américaine en ce qui concerne le sud du continent; c'est ce qui exige de situer ses limites. Car l'affirmation et la défense du rôle humanitaire que la politique de Carter joue aujourd'hui sur les Droits de l'homme en Amérique Latine ne doit pas ignorer le complexe réseau d'intérêts où elle s'insère.

Bien que Brezinski lui même (devenu depuis lors assistant spécial de sécurité du Président Carter) signale (dans l'article déjà cité) "que l'hégémonie des Etats Unis en Amérique Latine est destinée à décliner et les Etats Unis commencent à accepter cette réalité", ceci n'implique pas une acceptation de modifications substantielles dans les relations actuelles entre les Etats Unis et l'Amérique Latine. Au contraire, dans son offre d'une "Nouvelle Unité" l'ambassadeur Young, dans son discours à la CEPAL, partait du principe permanent d'une communauté d'intérêts due à ce que "les problèmes auxquels nous avons à faire face sont des problèmes communs à nous tous", pour ajouter comme un écho lointain au "consensus de Vina del Mar" de 1969 que "l'hémisphère est trop complexe pour pouvoir être simplement divisé en deux catégories, les Etats Unis et tous les autres", avant de conclure en signalant le rôle bénéfique des "entreprises transnationales très sujettes à diffamation" dans le développement latinoaméricain. Loin de nous paraître contradictoire avec la politique des Droits de l'homme, ces affirmations ne

(+); (++) : Voir "La politique étrangère des Etats Unis: à la recherche d'un objectif", Z. Brezinski, in Politique Etrangère n° 3, 1973.

font que préciser ses limites, car "une politique cohérente de défense des Droits de l'homme dans le Tiers Monde suppose une acceptation de changements sociaux et politiques profonds. Certains d'entre eux mettraient, sans doute, en cause certains avantages acquis par les nord-américains en particulier grâce aux multinationales" (+). En dernière analyse ces changements sociaux et politiques sont la véritable exigence d'une politique des Droits de l'homme (qui suppose le respect intégral des droits sociaux et économiques et des droits des peuples en tant que nation); c'est seulement en reconnaissant une telle exigence que pourront être évités les douleurs de la Nation Latinoaméricaine: ce n'est pas en niant ses difficultés qu'un tel défi pourra être relevé.

Nous pensons que cette politique - justement par les difficultés qu'elle présente - exige de dépasser la "rhétorique anti-impérialiste" et avancer de façon effective vers une politique étrangère indépendante, élément indispensable d'un nouveau projet national et populaire. Pour cela il faut prendre en compte tous les éléments, souvent complexes et contradictoires, qui interviennent dans la politique nord-américaine; il faut mettre en oeuvre une analyse dynamique entre le Pentagone, le Département d'Etat, le Congrès et les organismes de sécurité, et l'influence qu'ont sur chacun d'eux différents groupes d'intérêts nord-américains et l'opinion publique nord-américaine; cette dernière peut être un puissant allié des aspirations démocratiques et nationales des peuples latinoaméricains. Les exemples du Vietnam, du Chili et de l'Angola (où la population noire joua un rôle déterminant pour empêcher l'intervention nord-américaine) l'ont démontré. Cette politique exige en dernier lieu de, dépasser la vision de l'impérialisme comme étant un phénomène externe à la société latinoaméricaine et démonter les mécanismes de son articulation à l'intérieur de chaque pays; quelque soit sa force ce sont en fin de compte ses appuis nationaux qui - dans les conditions actuelles - permettent l'exercice effectif de sa domination.

Les problèmes de la culture

Définir la culture latinoaméricaine comme "une culture filiale de celle d'Europe occidentale", comme un "détachement" culturel tombé sur un "substrat indigène" et en fusion avec "un grand apport africain" c'est prétendre faire l'économie d'une analyse qui est la condition indispensable d'une Pastorale renouvelée telle que la postule l'Eglise. La simple (ou infondée) volonté de magnifier l'influence culturelle de l'Eglise ne contribue également en rien: "l'Eglise est le plus grand facteur d'union de l'ensemble des peuples latinoaméricains et, par conséquent, de ses formes culturelles également. Sans l'Eglise, l'Amérique Latine serait incompréhensible"! Nier le caractère contradictoire qu'a eu la présence de l'Eglise depuis l'époque de la colonisation n'est en rien positif. L'oeuvre d'évangélisation a été trop liée à une action de conquête militaire et de domination économique pour ignorer l'ambiguïté de son intervention dans l'histoire des peuples latino-américains. Se poser ces problèmes avec lucidité est une condition indispensable d'une Pastorale Populaire qui subit les limitations du passé. A ce sujet voir, par exemple "manifeste du dialogue écuménique de théologiens du Tiers Monde", Tanzanie, Août 1976.

L'unité d'une culture ne se définit pas à partir de ses composantes raciales, mais de l'analyse des processus historiques qui lui ont donné forme. Signaler l'origine de la population latinoaméricaine en dit peu sur son

(+) Jean Pierre Clerc, "Amérique Latine: Mr. Carter a peine à tenir ses promesses", Le Monde 7-8 Août 1977. Voir même journaliste, "La nouvelle tournée de Mr. Carter", Le Monde 18 Mars 1978.

identité (ou sa diversité) d'aujourd'hui: elle se définit en priorité à partir de l'ensemble des expériences collectives qu'elle a vécu. Ce sont ses conditions d'existence, ses formes d'organisation sociale, qui expliquent la conscience et la présentation que ses divers secteurs se font de leur propre histoire. Il est évident que cette histoire est plurielle, fragmentaire, contradictoire. C'est pour cela que ce n'est pas tant son origine mais l'hétérogénéité de ses schémas de développement, qui permet d'expliquer en priorité la "mosaïque" culturelle que forme l'Amérique Latine. La culture latinoaméricaine a vécu déchirée entre son caractère national et la dépendance à laquelle elle a été soumise: dans le domaine de l'éducation, la science, l'information. Le caractère contradictoire de ses Universités souvent militantes du populisme ou de la révolution, mais radicalement coupées - dans leurs propres contenus - de la vie nationale en est l'expression. Le processus de modernisation et de réforme qu'elles vécurent pendant les années 60 a été détruit et avec lui la conquête historique de l'autonomie, héritière des années de Cordoba (1918).

La rupture précoce de la domination coloniale n'autorise pas à assimiler les colonies "hispano-lusitanes" au type de société qui constituent leurs ex-métropoles. Le même fait empêche de les identifier avec des nations africaines ou asiatiques sorties du colonialisme un siècle et demi plus tard.

Penser la spécificité latinoaméricaine a pour condition fondamentale rompre la perspective "euro-centriste" telle qu'elle a été pensée jusqu'aujourd'hui. La prédominance de formes capitalistes de production et d'organisation sociale n'autorisent pas la reproduction mécanique des lois de développement propres au modèle classique européen. C'est dans ce sens qu'il est nécessaire, surtout, de parler de dépendance culturelle: se voyant reflétée dans le développement d'autres sociétés, l'Amérique Latine a été contrainte à se méconnaître, à justifier sa désintégration culturelle en l'appelant folklore, à fêter sa soumission en l'appelant modernité et a perdre, en bref son identité qui n'est pas essence mais frontière, fondation d'espace, profil de paysage, expérience collective. Aujourd'hui derrière la logique omniprésente de l'Etat répressif, plusieurs mouvements culturels reconstruisent le tissu déchiré de la société civile. Si une culture latinoaméricaine doit naître, expression véritable de rêves et de combats c'est qu'elle est en germe aujourd'hui avec l'aspiration démocratique, nationale et populaire, des peuples latinoaméricains: tel est le sens de la chanson, du théâtre, de la poésie, de la presse clandestine, l'apparence ingénue de son art plastique, signes incertains, mémoire, message, éclair fragile, préfiguration du futur.

Pastorale Populaire

C'est parce que l'Eglise (peuple de Dieu, Hiérarchie) a été présente dans les expériences signalées précédemment que sa voix a été écoutée, que son prestige s'est accru. Sa dimension temporelle relève plus de l'histoire que de la révélation. Son audience d'aujourd'hui est en étroite relation - comme le signale avec raison le document - avec sa "préoccupation de s'insérer parmi le peuple, de recouvrer la culture latinoaméricaine, de chercher sa propre expression, libérée du colonialisme (...)" et pouvoir ainsi "entretenir des espaces de liberté, de protection pour les persécutés, de lutte pour la justice". L'Eglise latinoaméricaine semble vivre la troisième phase de son histoire. La première a été caractérisée par le fait

d'être souvent instrument de contrôle social et culturel surtout à la campagne. La deuxième, l'Eglise-Peuple, associée aux aspirations de changement social (Chili, 1964) exprimées de préférence autour du projet d'un parti (Parti Démocrate Chrétien). La troisième, l'actuelle, où l'Eglise - sous de conditions dictatoriales - se substitue dans la pratique à l'ensemble du régime démocratique; cas du Brésil, du Chili, de El Salvador, du Paraguay, plus faible en Argentine en raison de sa faible implantation urbaine. C'est ainsi que pendant la dure expérience de ces années, l'Eglise semble avoir réalisé l'apprentissage effectif d'une nouvelle Pastorale qu'il serait plus pertinent d'appeler solidaire plutôt que populaire, à partir de la caractéristique que la définit principalement. Cette Pastorale de Solidarité - dont la pratique a précédé la théorie - semble être basée sur trois principes, qui jusqu'à ce jour ne sont que des constatations de facto. Premièrement, elle se base souvent sur les organisations sociales que le peuple s'est déjà donné; c'est en les protégeant, en collaborant avec elles, en développant des initiatives communes, qu'elle se manifeste; cette Pastorale explicite ainsi - de façon inéquivoque - sa vocation non paternaliste et unitaire. C'est pour cela qu'on trouve souvent la base sociale de cette Pastorale parmi les syndicats, les organisations de quartiers, de jeunesses, culturelles, ayant une tradition populaire ancienne. C'est à partir de sa coordination au niveau de la paroisse que naissent plus tard les communautés chrétiennes de base; signes des temps: elles ne précèdent pas le travail solidaire, elles en sont l'expression: "par ses fruits ...". Deuxièmement, la Pastorale de Solidarité naît à partir du besoin de répondre aux problèmes concrets les plus urgents du peuple: arrestations, chômage, cantines populaires, libertés fondamentales; en ce sens, elle est effectivement, comme le signale le document de Puebla, une Pastorale Populaire et non pas d'élite, son langage, son magistère, sont inséparables de sa pratique; son message n'existe pas sans elle. Troisièmement, la Pastorale de la Solidarité est une Pastorale non confessionnelle; ce qui définit ses protagonistes, ce n'est pas le fait d'être catholique; oécuménique, ouverte aux croyants et aux non croyants, la prédication de la "bonne nouvelle" est avant tout l'espérance de la transformation du monde et son action conséquente: l'évangile se fait entendre ainsi, de préférence à l'intérieur de cette pratique collective.

La Pastorale de Solidarité engendre une nouvelle réalité, une dynamique inédite, la pratique commune et unitaire entre l'Eglise et les différentes manifestations du mouvement populaire. Collaboration qui ne va pas sans risques, ce n'est pas en les ignorant qu'on les évitera. Nous avons dit précédemment que l'Eglise a pratiquement occupé l'espace de la société civile, la protégeant, la reconstruisant, elle a été souvent l'unique contrepoids visible à l'action répressive de l'Etat. Elle a dû trancher et intervenir sur des sujets très divers: la répression, la doctrine de la sécurité nationale, la politique économique, les libertés publiques, le problème indigène, le Pacte Andin, etc. Au Chili, par exemple, le Vicariat de la Solidarité, a dû s'occuper par des raisons diverses de plus de huit cent mille chiliens, depuis Octobre 1973, c'est à dire approximativement 10 % de la population: (un autre dixième de la population, selon le Cardinal de Santiago, a été forcé à l'exil); son organe d'information "Solidaridad" attend un tirage tous les 15 jours de 40.000 exemplaires, constituant ainsi la plus importante publication d'opinion du pays. Il est nécessaire de se poser la question de savoir si l'Eglise comprend que cette audience, que cette crédibilité, ce capital de confiance sont inséparables de son activité solidaire d'aujourd'hui. En d'autres termes, l'Eglise aura-t-elle la lucidité de comprendre que ce "capital" ne peut pas

être "investi" dans un projet exclusif qui rompe la pratique unitaire d'aujourd'hui ? Le document établit, avec raison, le besoin de ne pas "se laisser manipuler politiquement", il est clair que le mouvement populaire - ses partis, ses organisations de masse - doivent avancer beaucoup dans la compréhension du rôle de l'Eglise dans les conditions actuelles, et dans ses relations avec elle. Nous pensons que la pratique unitaire des dernières années peut y contribuer de façon importante. Ce qui est fondamental, de toute façon, c'est qu'aussi bien l'Eglise que le mouvement populaire doivent comprendre la responsabilité qu'ils ont ensemble dans la création d'un nouveau consensus capable de résoudre la difficile situation d'aujourd'hui. Et ce consensus n'est pas la simple addition d'intérêts et d'expériences fragmentaires, mais la fondation d'un espace commun - dans un climat de confiance et de respect mutuel - qui rende possible, solide et stable le projet d'une nouvelle société démocratique, nationale et populaire.

Vers un nouveau consensus

Dans le chapitre six, "objectifs pour la construction d'une nouvelle société" et en filigrane à travers plusieurs pages le document de Puebla propose quelques éléments: "la communauté des biens(...) une société sans privilèges, solidaire(...) sans pouvoirs parallèles qui surgissent de façon illégitime de la propriété"(du capital ou de l'argent - N.de la T.). D'autre part, la démocratie qui "doit être politique, juridique, économique, sociale(...) présuppose que les groupes, utilisent tout d'abord les moyens légaux pour obtenir les changements nécessaires et n'emploient d'autres moyens drastiques qu'en dernier recours (...). L'essentiel de la démocratie c'est un consensus minimum". Nous sommes ici en face à un projet et une stratégie, il exige une rupture radicale du pouvoir répressif, militarisé aujourd'hui dominant dans la région et des modèles de développement dont il est l'expression. Il est nécessaire de reconnaître le caractère radical de la rupture qui s'est produite: il n'y a pas de retour possible au passé; il s'agit d'un futur inédit. Le visage déformé et réprimé de la société d'aujourd'hui est peut être l'équivalent de la phase classique d'accumulation dans les sociétés aujourd'hui hautement industrialisées. L'oppression de toute subjectivité, de l'expression culturelle et politique, des relations sociales est peut être le tribut sans proportion imposé pour financer une telle entreprise. Aujourd'hui la lutte pour des institutions libres est la condition du déploiement de la voix et de l'énergie du mouvement populaire; cela exige la simultanéité des revendications sociales et la lutte démocratique: mais ce sont de nouvelles pratiques de classe et non pas la renaissance du populisme qui doivent les inspirer. Les obstacles sont considérables. La tâche déjà difficile de définir un consensus exige, de plus, que celui-ci se donne les moyens matériels de son application. Une révolution sociale c'est beaucoup plus qu'une conspiration militaire réussie ou qu'une somme d'idéaux. Elle est un processus long et complexe, traversé par de multiples et contradictoires manifestations du réel. Elle n'est pas possible si l'on est pas capable de pénétrer la si trompeuse apparence de l'évidence, établissant ainsi les bases de sa connaissance véritable. Cela exige, une fois de plus, de remplacer la rhétorique par l'analyse, le dogme par la critique et d'établir - peut être - une nouvelle conception de la pratique politique.

On a dit que le visage optimiste de l'Amérique Latine des années 60 et 70 a été tué par les rêves de ses intellectuels - surtout de ceux qui prétendent ignorer les exigences de leur condition - et par les limitations

de ses partis et de ses dirigeants politiques. Le problème est plus complexe, dira-t-on, avec raison. De toute façon il est possible de signaler, que dans les années à venir ni les intellectuels, ni les dirigeants politiques - ni l'Eglise, c'est l'occasion de l'ajouter - ne pourront trouver les formes adéquates de leur intervention sociale, à moins d'inscrire leur action au coeur des mouvements sociaux qui - ici et là, en germe ou en fleur - semblent annoncer les lumières encore diffuses d'un nouveau jour pour les peuples latinoaméricains. C'est seulement en contribuant à donner à ces mouvements sociaux, une identité authentique, en les aidant à découvrir - derrière leurs masques toujours changeants - le véritable visage de leurs ennemis et en leur faisant inscrire leurs pratiques parfois fragmentaires dans la dynamique réelle et unificatrice d'un projet global; c'est seulement ainsi, que les uns et les autres, feront que l'Amérique Latine les (re)connaissent comme habitants d'un nouvel âge solidaire.

C'est seulement à ce prix que l'espérance ne sera pas l'apparence trompeuse d'une nouvelle utopie.

LES BEQUILLES DE PINOCHET

Pinochet compte toujours sur les béquilles qui lui permettent de se tenir debout, même de façon précaire. Les banques privées nord-américaines avec la complicité de l'empire financier international, lui font parvenir un flux interminable de dollars. Isabel Letelier et Michael Moffit, ainsi que le sénateur Edward Kennedy, ont dénoncé cette façon de tromper les bonnes intentions de Monsieur Carter et des législateurs nord-américains, qui ne désirent pas continuer à soutenir un régime qui se caractérise par la violation systématique des droits de l'homme. Nous avons extrait du journal "Herald Tribune" un tableau révélateur qui donne la liste des banques des Etats-Unis et d'autres pays qui ont contribué à financer un fond à moyen terme de 210 millions de euro-dollars pour la Junte Chilienne.

La liste des banques qui ont fourni le fond précité est la suivante :

Morgan Guaranty Trust Company
of New York
The Chase Manhattan Bank, N.A.
Dresdner Bank Aktiengesellschaft
(Grand Cayman Branch)
Midland Bank Limited
Union Bank of Switzerland (Panama)
Bank of America NT & SA
Banque Belge Limited
Euro-Latinamerican Bank Limited
(EULABANK)
Marine Midland Bank
Standard Chartered Bank Limited
United California Bank
Banque Nationale de Paris
The Fidelitiy Bank
The Mitsubishi Bank Limited
The Sanwa Bank Limited
Union Commerce Bank, Nassau
Banco de Santander-Puerto Rico
The First National Bank of Chicago
Mercantile National Bank at Dallas
New England Merchants Nat. Bank
The Riggs National Bank of
Washington D.C.
Sotheast First National Bank of
Miami
UBAF Arab American Bank
Union Trust Co. of Maryland
Trade Development Bank
(London Branch)
The Bank of Tokyo, Ltd.

Citibank, N.A.
Canadian Imperial Bank of
Commerce
Security Pacific Bank
The Bank of Yokohama Limited
The Bank of New York
(Cayman Islands Branch)
European American Bank and
Trust Company
Seattle-Firt National Bank
Toronto Dominion Bank
The Fuji Bank, Limited
DG Bank Deutsche Genossen-
schaftsbank (Cayman Islands
Branch)
Gulf International Bank B.S.C.
Pittsburgh National Bank
Texas Commerce Bank
Republics National Bank of
Dallas
Banco Vizcaya S.A.
International Commercial Bank
Limited
The Mitsui Bank, Limited
Orion Bank Limited
Roywest Banking Corporation
Limited, Nassau, Bahamas
The Sumitomo Trust and Banking
Co., Ltd.
UBAF Bank Limited
Republic National Bank of New
York (International) Limited.

La Morgan Guaranty Trust Company de New York a joué le rôle d'agent intermédiaire.

UN PUISSANT MOUVEMENT D'OPINION PUBLIQUE SE MOBILISE
AUX ETATS-UNIS POUR LE RETOUR A LA DEMOCRATIE AU CHILI

A l'initiative du sénateur Edward Kennedy, a eu lieu au mois de Juin de cette année, à Washington, une conférence sur le futur des relations Chili - Etats-Unis. Celle-ci eut lieu dans l'immeuble Diksen des bureaux du Sénat, y participèrent des personnalités éminentes, des dirigeants politiques et syndicaux et des représentants d'organisations sociales et religieuses diverses. A la suite de cette rencontre, un puissant mouvement d'opinion publique a surgi qui s'est donné comme tâche principale d'appuyer les efforts du peuple chilien pour le respect intégral des droits de l'homme et pour le retour à la démocratie. Tout en donnant son appui aux démarches positives de l'administration Carter pour que la lumière totale soit faite sur le cas Letelier, le mouvement s'est engagé dans la tâche d'empêcher que Pinochet continue à tromper l'opinion internationale sur la situation au Chili.

La conférence fût préparée pendant quatre mois et eut un succès extraordinaire. L'inauguration consista en un déjeuner auquel participèrent 80 personnes. Puis eurent lieu les réunions de travail avec la participation d'environ 400 personnes. Un fait significatif : un des assistants et orateurs fût Vyron Vaki, Secrétaire d'Etat Adjoint pour les Affaires Interaméricaines.

Le rapport central du Sénateur Kennedy

"Mes amis du Congrès et de l'Administration, de l'Eglise

et du Mouvement Syndical, et tous ceux qui sont préoccupés par la situation difficile du Chili: soyez les bienvenus à cette conférence sur le futur des relations entre les Etats-Unis et le Chili.

L'ampleur même de la gamme de personnes et d'organisations présentes cet après-midi, devrait nous encourager car elle démontre la préoccupation existante dans notre pays face à la conjoncture critique des relations de notre Nation avec le Chili.

- Chaque jour il y a plus de preuves de la complicité du Gouvernement chilien en ce qui concerne les assassinats en 76 de Orlando Letelier et Ronnie Moffit.
- Chaque jour il y a plus de signes de ferment démocratique au Chili, un fait que la Junte à Santiago ne peut pas ignorer.
- Chaque jour croit la préoccupation internationale pour la cause des droits au Chili: l'administration Carter est décidée à aider au rétablissement des droits de l'homme et des droits politiques; les syndicats expriment leur solidarité avec leurs confrères du Chili, les leaders religieux et les églises expriment leur appui à leurs coréligionnaires au Chili. Cette attention croissante dans notre pays comme dans le monde entier, a produit des effets certains au Chili. On en vit un exemple lorsque le gouvernement du Chili leva l'état de siège et annonça une amnistie politique. Cependant, nous devons être attentifs face aux tentatives d'évader les pressions monétaires en rétablissant un certain niveau de démocratie, nous devons reconnaître des actes comme ceux-là dans la mesure où ils démontrent de

façon encourageante l'impact positif que nos actions peuvent exercer sur la situation chilienne actuelle.

En même temps, nous ne pouvons pas nous sentir satisfaits avec des mesures partielles. Alors que nous accueillons avec plaisir la nouvelle de la fin de l'état de siège, nous devons continuer à faire pression pour ce que les décrets d'urgence prennent fin.

Alors que nous recevons avec plaisir la nouvelle de l'amnistie politique, nous ne devons pas permettre qu'on laisse en liberté les agences de la répression en même temps que leurs victimes. Depuis le début, le Président Carter et son administration se sont intégrés au courant qui lutte pour les droits de l'homme et de la démocratie au Chili. Ils ont adhéré à la motion de censure des Nations Unies sur la violation des droits de l'homme pratiquée par la Junte Chilienne; ils ont reçu des leaders de l'opposition démocratique, tels que Eduardo Frei et Clodomiro Almeyda, ils se sont opposés à toute aide qui pourrait contribuer au soutien de la junte, et ont travaillé sans relâche dans la recherche sur l'assassinat de Letelier et Moffit à Washington.

Nous avons parcouru un long chemin depuis que le congrès cessa l'aide militaire en 1976, contre le désir de l'administration antérieure qui considérait pas politique de s'opposer à la Junte de Pinochet dont il avait aidé l'installation au pouvoir. Mais pour atteindre les objectifs finaux que nous nous sommes fixés, le gouvernement doit faire pression de façon cohérente et constante pour les droits de l'homme et la démocratie au Chili. Il doit se faire entendre non seulement pas les généraux de Santiago, mais aussi par le peuple chilien et également par le peuple nord-américain.

Le Congrès a donné l'ordre d'arrêter l'aide militaire au Chili. Cependant des millions de dollars parviennent au Chili sous forme d'armes nordaméricaines, soit par les contrats en cours antérieurs à 1974 soit par des tiers comme c'est le cas du Brésil.

Je salue ici les dockers de Californie qui retiennent sur les quais 22,000 livres d'ailettes de bombe destinées à la Force Aérienne Chilienne. Et je lance de nouveau un appel à l'administration pour que ne réalisant ni ces envois ni d'autres envois d'armes, tout du moins tant que des changements drastiques n'auront pas eu lieu au Chili.

Nous avons cessé l'aide économique au Chili qui ne sert qu'à soutenir le régime et ne satisfait pas les besoins de la population. Cependant le Secrétaire à l'Agriculture, Monsieur Bergland, a estimé convenable d'approuver un crédit de 38 millions de dollars puis de 8 millions pour des marchandises destinées au Chili pendant que les parents et proches des prisonniers politiques "disparus" étaient en grève internationale de la faim. A nouveau je lance un appel à l'administration pour qu'elle n'approuve pas à nouveau ces crédits, qui ne servent pas à alimenter les pauvres mais à enrichir les partisans de Pinochet, tant que ne seront pas respectés les droits de l'homme et les libertés au Chili.

Un autre élément inquiétant : le montant du capital privé nordaméricain que continue à recevoir la Junte malgré l'arrêt de l'aide officielle. En 1976, lorsque l'aide étrangère au Chili fût réduite de 25% passant de 400 millions de dollars à 297 millions, les banques privées augmentèrent leurs prêts de 50%, atteignant 520 millions de dollars. De plus, le crédit nord-américain pour le Chili continue à s'accroître, représentant plus de 858 millions en 1977 et plus d'un milliard selon les prévisions pour 1978.

Certains de ces fonds sont destinés à des tâches essentielles pour le développement chilien. D'autres peuvent contribuer au bien-être des masses au Chili. Mais une grande partie de l'argent nord-américain reste disponible pour soutenir le général Pinochet et son régime avec les risques qui en découlent, c'est-à-dire, que les Etats-Unis sont identifiés comme un partisan de la répression au Chili.

Ceci est très simple. Si la politique extérieure envers le Chili est neutralisée par les banques privées, le peuple nord-américain et le Congrès doivent le savoir. Dans un futur proche, je pense présenter un projet de loi qui exigera que soient déclarés les prêts de banques privées à ceux qui violent de façon répétée les droits de l'homme. Ceci nous facilitera l'information dont nous avons besoin pour décider s'il est nécessaire d'entreprendre de nouvelles actions.

Mesdames et Messieurs, le titre de cette réunion est la Conférence sur le Futur des Relations entre les Etats-Unis et le Chili. Que pouvons-nous attendre du futur? Que pourrait faire la vaste gamme de participants à cette réunion pour imprimer une forme à ce futur?

Premièrement nous devons considérer sur quel plan nous nous trouvons face au peuple et au gouvernement chilien. Notre histoire avec le Chili est de plus l'appui que le régime reçoit de façon indirecte et de fonds privés risque de faire identifier les Etats-Unis comme un sympathisant et un partisan de la dictature de Pinochet. Ce serait une tragédie pour le programme des droits de l'homme du Président Carter et de l'Administration pour ce qui est

de l'aide militaire et économique.

Deuxièmement, nous devons prendre note du progrès obtenu pour faire toute la lumière sur l'assassinat de Letelier et Moffit et en aidant le peuple du Chili à promouvoir la question des droits de l'homme et de la démocratie au Chili.

Travaillant en collaboration avec d'autres pays et groupes internationaux préoccupés par la question, nous devons encourager les secteurs où l'on a pu obtenir d'importants progrès.

Troisièmement, nous devons intensifier l'uniformité et la consistance de notre politique en faveur des droits de l'homme et de la démocratie au Chili. Cette affaire ne peut être négligée. Nous ne pouvons pas retenir l'aide d'une main alors que nous la fournissons de façon dissimulée de l'autre par voie indirecte.

Nous devons en finir avec les envois d'armes, nous devons évaluer les prêts officiels et privés pour déterminer si en effet ils chutent à la violation des droits de l'homme, et nous ne devons pas rester neutres face à des problèmes comme les droits de l'homme et la démocratie au Chili ou dans n'importe quelle autre partie du globe.

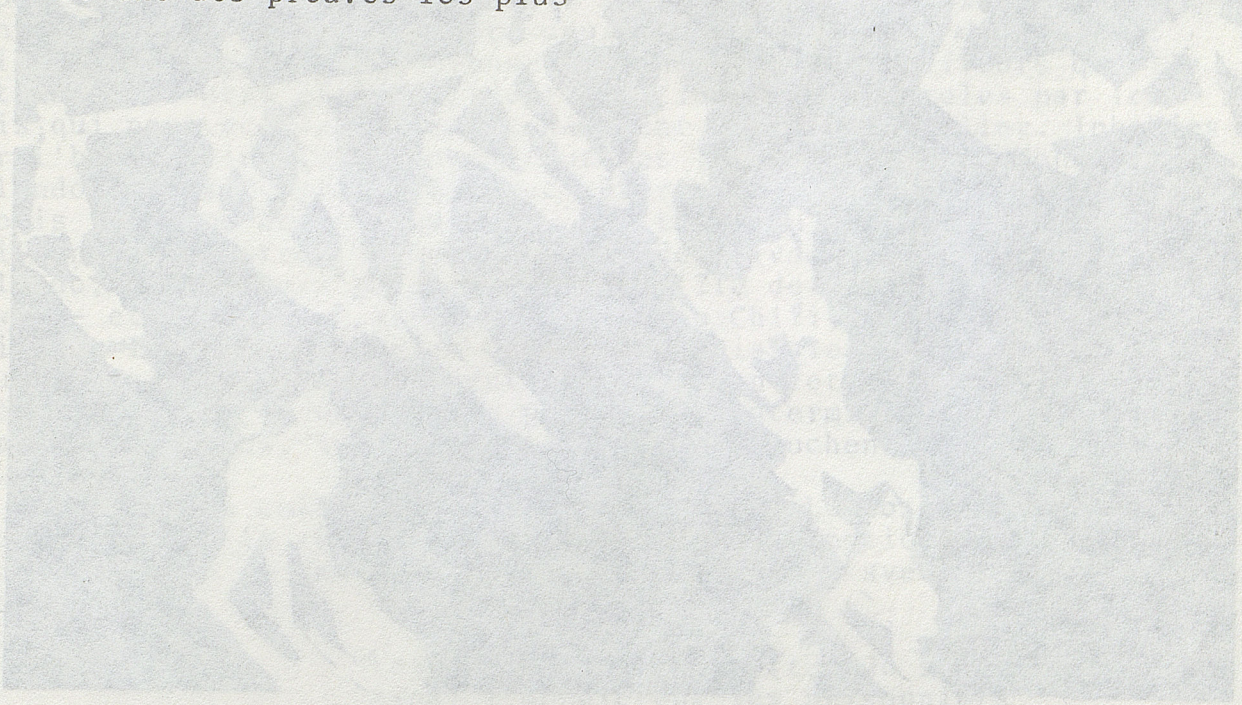
Cependant, nous devons reconnaître que les décisions les plus difficiles nous ne pouvons pas les prendre nous-mêmes, elles appartiennent au peuple et aux leaders démocratiques du Chili. Nous pouvons les encourager dans leur lutte en faveur des droits de l'homme et nous pouvons les assurer que nous ne générons pas leurs efforts en appuyant la junte. Et quand nous verrons des signes de libéralisation, quand nous verrons le processus de la démocratie au lieu des chaînes de dictature, nous devons agir rapidement pour apporter notre appui et notre soutien et qu'ils soient adéquats.

Dans son important discours à l'Organisation des Etats Américains (OEA), le Président Carter a déclaré : "Nous nous rendons compte que le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique peut être difficile et exigeant... nous continuerions à encourager et à appuyer les systèmes politiques qui permettent au peuple de participer de façon libre et démocratique aux décisions qui affectent leurs vies".

Le Chili représente de façon claire une des preuves les plus

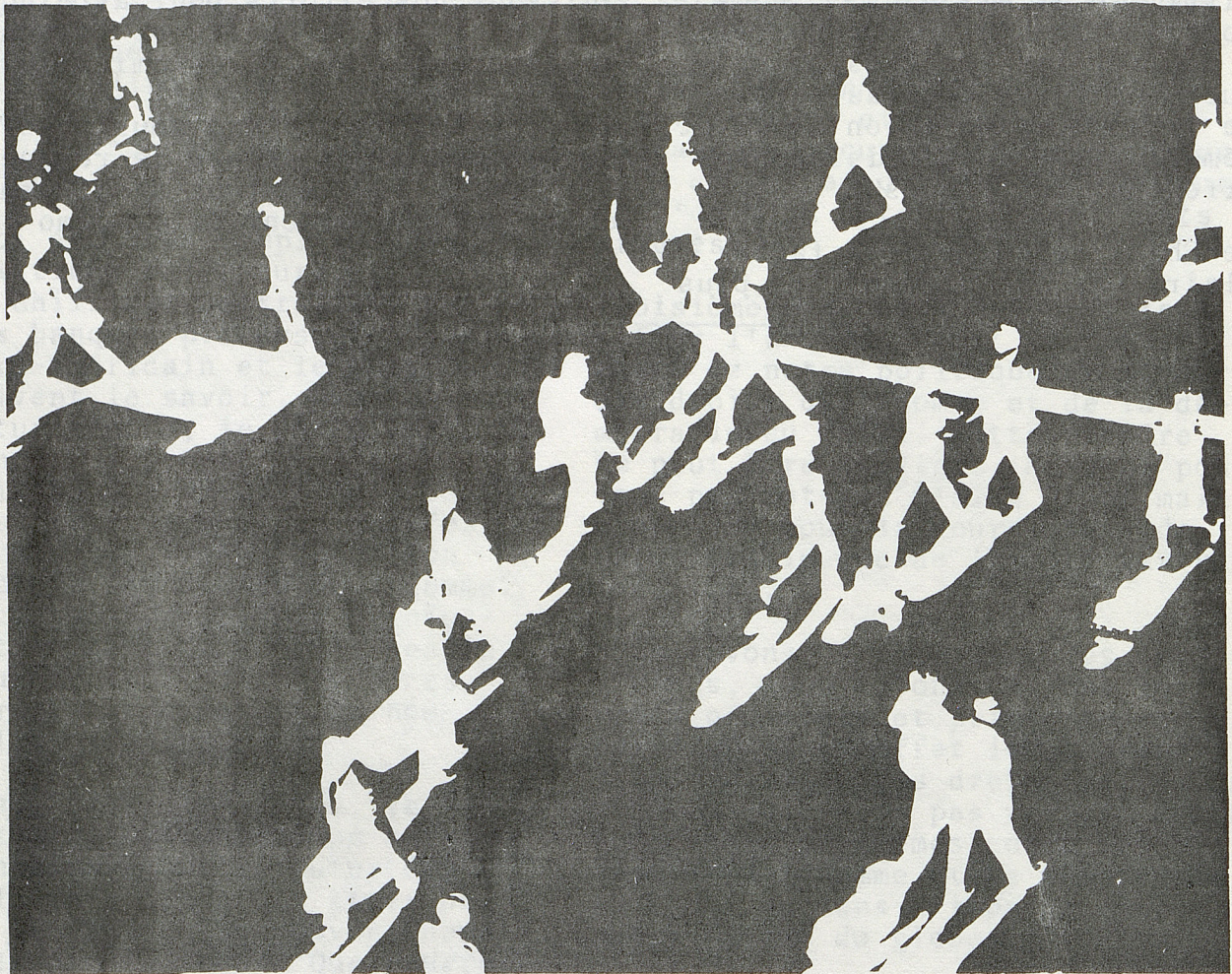
importantes pour les paroles du Président. Le Chili représente sûrement la possibilité pour que la politique des droits de l'homme du Président Carter ait son plus beau jour.

Unissons nos efforts pour atteindre ces objectifs au Chili, et faisons-le avec certitude et détermination jusqu'à ce que le travail soit achevé. Jusqu'à ce que nous puissions voir qu'il existe le respect des droits fondamentaux de l'homme et le rétablissement de la démocratie au Chili.



Une vérité longuement cherchée

Una verdad largamente buscada



¿DONDE ESTAN?

Où sont ils ?

Couverture de la brochure préparée par le Vicariat de la Solidarité de l' Archevêché de Santiago, à propos du problème des disparus.

LETTRE A PINOCHET DEPUIS BUCHENWALD

Isabel Letelier

"Hommes qui venant du Weimer
 Visitez le Eltesberg
 N'oubliez jamais
 Ce qui s'est passé ici".

Le jour venait juste de se lever quand nous atterrisâmes à Erfurt. A moitié endormies, Moy et moi marchâmes jusqu'à l'entrée de l'aéroport. A la porte nous attendait le sourire chaleureux de la représentante de la province, entre deux énormes barquets d'oeillets; elle nous souhaita la bienvenue. L'arôme humide des fleurs qu'elle mit dans nos bras et la rapide traduction de ses paroles par les amis qui nous accompagnaient achèverent de nous réveiller. Inhibées par l'hommage inattendu nous écoutâmes les noms de José Toha et Orlando Letelier, prononcés avec révérence -José et Orlando- amis depuis l'époque de l'Université, militants du Parti Socialiste Chilien et Ministres du Gouvernement de Salvador Allende. José et Orlando, prisonniers politiques dans l'île de la désolation -l'île Dawson- et finalement assassinés l'un au Chili, l'autre aux Etats-Unis par la Junte Militaire Chilienne, unissaient une fois de plus leurs noms et seraient présents à Erfurt en cette matinée de soleil avec des nuages et une petite pluie fine intermittente pendant laquelle Moy et moi, leurs veuves, visitons Buchenwald.

De beaux champs cultivés bordaient la route. Les dos tendus et les yeux fixés sur le chemin nous protégeions nos émotions. La voix douce et persistante de notre ami guide nous frappait avec des explications implacables :

"Voici la Bultstrasse (rue du sang),
 ainsi l'appelèrent les prisonniers
 qui la construisirent..."

(Nous n'avions pas besoin de nous regarder, ou plutôt nous évitions de le faire; chacune se souvenait des vêtements que nous recevions du camp de concentration de l'île Dawson, déchiquetés par les travaux forcés).

"Traqués par des chiens...pétris par la sueur
 et le sang de milliers de torturés..."

(et ces lettres reçues à plusieurs mois d'intervalle, ou entre les patés d'encre de la censure officielle, les prisonniers essayaient de nous faire savoir leur faim, le froid, les malades...)

"Asphyxiés, morts sur les camps, pendus..."

Nos amis scrutaient nos visages, inquiets de notre silence. La voiture s'arrêta. Nous traversâmes solennellement le portail de fer fatidique couronné par l'inscription "Jedem das Seimen" que des

millions de prisonniers avaient traversé pendant 12 ans tous les matins et tous les soirs, pendant que les prisonniers condamnés devaient rester debout, enchaînés aux grilles, livrés pendant des jours et des jours à la brutalité des S.S.

Il y a quelques années nous aurions eu besoin de longues explications et cependant nous n'aurions pas pu saisir véritablement ce qu'il s'était passé là. En Septembre 1973 le coup d'état militaire nous a appris à nous, Chiliens, le langage de la répression fasciste. Et notre guide sûrement le comprit. Ses phrases se faisaient de plus en plus courtes et concises et déchaenaient dans nos têtes des images qui nous faisaient tressaillir, nous parcourions des cachots, des baraques, des fours crématoires, des instruments de tortures et notre pensée allait vers Villa Grimaldi, Tres Alamos, Tejas Verdes, Colonia Dignidad...(1)

Nos genoux se plièrent en pensant à tous les absents lorsque nous déposâmes nos bouquets parfumés sur la tombe de Ernst Thaelman. Beau et nécessaire moment de réflexion.

Finalement notre guide nous amena au monument érigé en souvenir de la lutte, à la douleur et à l'espérance, et dans le clocher qui s'élève à la fin de la rue de la Liberté, il nous parla du triomphe de la Résistance dans le camp et de la libération finale.

Enrichies par l'expérience du pèlerinage, accompagnées d'amis qui avaient appris à donner et à recevoir des fleurs et de la solidarité nous retraversâmes le portail de Buchenwald, mais cette fois-ci avec le coeur léger. En sortant nous vîmes un petit bureau de poste qui vendait des cartes postales. Nous n'hésitâmes pas quant au choix de la carte postale, ni quant au nom du destinataire, ni pour signer nos noms (2).

Buchenwald, Avril 1978

Isabel Letelier
Moy de Toha

(1) lieux de tortures et de détention ou camps de concentration du Chili.

(2) en effet, Isabel Letelier et Moy de Toha envoyèrent depuis Bucehnwald, une carte postale à Pinochet pour lui signaler qui leur semblait adéquat d'écrire depuis cet endroit et de se rappeler de lui pour lui dire que "le moment viendra où dans l'histoire du Chili chacun aura son dû".

 LE DROIT DE VIVRE DANS SA PATRIE

L'Eglise chilienne et le problème des exilés

Reproduction d'un article publié par le Centre Lebret (+) dans son bulletin "Foi et Développement", n° 56, Avril 1978.

Depuis quelques mois le problème de l'ensemble des Chiliens exilés, hors de leur patrie, est l'objet d'une préoccupation spéciale et de politiques définies de la part des différents Partis politiques et Organisations démocratiques chiliennes (1). L'Eglise chilienne a également exprimé son opinion en mettant en évidence qu'elle connaît et qu'elle ressent profondément le problème de l'exil (2).

La présentation de ce problème comme « massif » (un million de personnes, c'est-à-dire 10% de la population totale du pays) ainsi que les conséquences qui en découlent pour des milliers et des milliers de Chiliens et leur famille qui le vivent chaque jour depuis plus ou moins longtemps, sont au centre de la préoccupation des uns et des autres.

En considérant le problème de l'exil à partir de la perspective de ce qu'il signifie pour l'ensemble du pays, pour le développement de la société elle-même (3), ces institutions montrent leur niveau de compréhension des principaux problèmes du pays et leur solidarité réelle avec ceux qui les subissent. Nul ne peut nier qu'une émigration de cette dimension constitue un drame, la société chilienne a vu se briser son unité interne et a perdu une partie importante de ses ressources humaines. Ainsi s'est produit dans le pays un véritable traumatisme culturel, social, économique et politique : en effet, presque toutes les familles chiliennes ont un ou plusieurs de leurs membres en exil. De même, certains secteurs d'activités (particulièrement dans le domaine de la science et de la culture) ont vu partir ceux qu'ils avaient contribué à former et à développer durant de longues années d'investissements patients et coûteux.

(1) La revue *Resistencia chilena*, organe de la commission extérieure du parti MAPU ouvrier-paysan, intitule l'éditorial de son n° 12, sept.-oct. 1977 : « El derecho a vivir en la propia Patria » (Le droit de vivre dans la propre patrie)

Le dirigeant très connu de la Démocratie chrétienne du Chili, J. Castillo Velasco, auteur d'une étude juridique intitulée « El derecho de vivir en la Patria » (Le droit de vivre dans la patrie), a envoyé aux Nations-Unies une lettre dénonçant la violation par la junte militaire chilienne « du droit de tout homme de vivre dans sa patrie » (nov. 1977). Castillo Velasco a fait une grève de la faim pendant quatre jours pour protester contre les attentats dont sont victimes ceux qui exercent leur liberté de conscience et d'expression : la grève a eu des retentissements à l'intérieur comme à l'extérieur du Chili et a reçu de nombreuses expressions d'appui et de solidarité.

En octobre 1977 la Direction extérieure de l'Unité populaire du Chili

On reconnaît ainsi l'exil comme un problème important pour l'histoire et les destinées du pays. C'est pourquoi l'appel des évêques chiliens invitant les exilés à « retourner dans (leur) patrie... pour travailler avec nous qui sommes ici... » (2) a très profondément touché l'ensemble des exilés chiliens qui y voient une reconnaissance explicite de leur existence et de leur qualité de Chiliens ayant le droit de vivre dans leur patrie et de travailler pour la construction d'une société plus juste. Dans une première partie nous essaierons de caractériser les principaux traits de ce que l'on pourrait appeler la **psychologie de l'exilé**. Nous situerons ensuite la **préoccupation et la réflexion de l'Eglise chilienne** dans le contexte socio-politique actuel du pays.

I.- A- Le monde de l'exil et de l'exilé.

*L'exil est rond
un cercle, un anneau,
tes pieds en font le tour, tu traverses la terre,
ce n'est pas ta terre,
la lumière te réveille et ce n'est pas ta lumière,
la nuit arrive tes étoiles sont absentes.*

(Néruda, Pablo)

a) **La crise.** Qu'est-ce que l'exil ? Comment est ressentie cette expérience par les Chiliens qui la vivent ? Les différents exils ont-ils quelque chose en commun ?

Autant de questions, autant de réponses... car s'il y a d'abord l'exil en tant qu'expérience socio-politique, il y a aussi les

a décidé le retour au pays de dirigeants très connus de chacun des partis politiques qui la constituent, c'est une manière solennelle et exemplaire de montrer sa position face au problème.

Le journal « La Tercera de la Hora » (Chili), publication officielle, se fait l'écho de tout ce mouvement et intitule son éditorial du 30.1.78 : « Chilenos Exiliados »

(2) « A tous les Chiliens vivant à l'étranger ». Lettre de Noël des Evêques du Chili. Décembre 1977. La Documentation Catholique, 1734, 15 janv. 1978, pp. 87-88 (voir texte complet p. 6)

(3) On estime à 20.000 millions de dollars la perte pour l'Amérique latine due à l'émigration de ses cadres professionnels, scientifiques et techniques (c'est-à-dire le 1/5 du total de l'aide des Etats-Unis à l'Europe après la deuxième guerre mondiale (Plan Marshall). Chile America, n° 31-32, mai-juin 1977, p. 108.

exilés, l'exil ressenti par chaque individu, chaque couple, chaque famille qui a dû quitter sa terre et se faire accueillir dans un autre coin du monde, dans lequel il lui soit permis de vivre, de survivre...

Mais qu'ont-elles en commun ces expériences que Ginette Raimbaud (4), psychanalyste, affirme être ressenties par le groupe social comme « le pire des maux », de même que l'infirmité, l'exclusion et la solitude ?

Le point de départ de toutes les expériences d'exil est d'abord un sentiment d'échec, vécu de façons très différentes par les divers individus et groupes sociaux, mais finalement toujours ressenti comme un **ÉCHEC**. Mais dans la plupart des exils dits **politiques**, outre la conscience de l'échec subi, il y a une nouvelle conscience : le besoin de surmonter les difficultés, la **nécessité de transformer ce désastre en réussite**, l'idée force de la transformation de la situation momentanée de repli en situation créatrice, génératrice d'une société nouvelle : celle qu'on voulait construire et pour laquelle on a échoué, enrichie maintenant par l'expérience de cette longue marche qu'est l'exil.

Vu ainsi, l'exil politique apparaît comme la continuation d'une lutte, lutte qui change de lieu, qui s'exprime maintenant de façon très différente, mais qui, pour l'essentiel, reste étroitement liée aux combats que livrent chaque jour, dans la légalité, dans la semi-légalité ou dans la clandestinité, ceux qui ne sont pas partis, ceux qui sont restés dans le terroir.

Mais l'exil n'apparaît ainsi au militant (celui qui, engagé ici et là-bas, continue à travailler pour la construction d'une société différente qu'il considère plus juste) que dans la mesure où il a réalisé et surmonté de façon « adaptative » la **crise** provoquée en lui par cette migration forcée, crise qu'on peut caractériser comme rupture totale, **rupture historique des coordonnées, des points de repère** qui jusqu'alors avaient guidé son action.

C'est toute l'organisation psychique et sociale de l'exilé qui est transformée, les coordonnées spatio-temporelles sont modifiées, les axes qui le constituaient en tant que quelqu'un de reconnu par un groupe social et qui lui donnaient un statut et des rôles à jouer dans un contexte historique ont été bouleversés. Nous pouvons dès lors dire qu'une grande **crise d'identité** est une des caractéristiques des exilés, dans les premiers moments de leur nouvelle vie.

C'est le contexte socio-anthropologique du sujet : famille, couple, groupe social ou politique qui lui donne des points de repère symboliques lui permettant de s'adapter à sa nouvelle situation. Mais généralement le conjoint, la famille, les groupes sociaux ou politiques sont aussi en crise, essayant de s'adapter à de nouvelles conditions et ne peuvent que partiellement répondre aux exigences de l'individu. Ces difficultés s'aggravent par le fait que le milieu extérieur est très peu gratifiant pour le sujet (il doit d'abord apprendre une langue pour pouvoir communiquer, trouver des moyens de survivre, prendre de nouvelles habitudes) et il cherche, il attend cette gratification du contexte anthropologique. Comme ces exigences ne sont pas comblées, les problèmes de rupture de couples, de désintégration des familles et des groupes sociaux viennent encore aggraver la crise.

Cette situation a été décrite par la métaphore de Janus, le dieu romain à deux faces lui permettant de regarder simultanément dans deux directions opposées (5) :

- une regarde le passé et exprime la rupture, la perte, la séparation, la nostalgie, le deuil, mais aussi la culpabilité, l'hostilité, la méfiance ou l'idéalisme ;

- l'autre regarde le futur et place le sujet face à l'inconnu, étranger à ses pratiques sociales, plein de dangers réels ou imaginaires mais aussi de beaucoup de possibilités d'épanouissement et de découvertes intéressantes et importantes.

Chez l'exilé le passé, le présent et le futur s'entremêlent : on peut dire que la **façon de vivre** et de surmonter cette crise du temps de l'exil est très variée et très particulière. Elle

(4) Ginette RAIMBAUD, *Le Monde*, 5-6 fév. 1978, p. 2.

(5) « *El mundo del exilado político* » Serrano, Jimenez (etc.). *Colectivo Latinoamericano de trabajo psicossocial* 14 p., polyc. p. 2.

dépend aussi de l'histoire personnelle de l'individu, de sa formation politique, de son engagement militant. Cet engagement est finalement le fil qui relie les deux faces et les organise en un tout. C'est lui qui évite la désintégration individuelle et sociale des sujets tiraillés entre deux mondes qui semblent s'ignorer. C'est lui qui relie le passé, le présent et le futur d'une façon presque charnelle, permettant ainsi à l'exilé de tisser l'ouvrage de l'avenir.

Une conséquence de cette crise est le besoin de reconstitution de groupes de référence en fonction des options politiques, religieuses, ou simplement en fonction de la similitude des situations. Les exemples sont très nombreux : associations professionnelles, centres culturels, associations sportives, paroisses, centres pour les enfants, sans compter les organisations de solidarité ou organisations politiques. La création de ces « ghettos », répond à un besoin de sécurité et de préservation de l'identité, même s'ils sont parfois des obstacles à l'adaptation du sujet aux nouvelles circonstances.

Dépouillé du rôle social qu'il avait dans son pays d'origine, de son statut professionnel, l'exilé se voit presque toujours contraint à assumer des rôles de dépendance sociale auxquels il n'était pas habitué, situation qui le pousse très souvent à une insertion du type sous-emploi. C'est ainsi qu'on peut trouver un ancien doyen de faculté servant dans un restaurant, un ancien secrétaire d'Etat devenu dactylo, une enseignante femme de ménage... Une des différences entre un **migrant économique et un exilé politique est que ce dernier ne se reconnaît pas comme quelqu'un qui désire s'intégrer totalement à la société qui l'accueille, ni socialement, ni économiquement, parce que son projet se situe en grande partie ailleurs.**

Ce sont ces groupes créés en exil et principalement les organisations politiques auxquelles le sujet est lié, qui préservent son identité, le sécurisent et lui permettent de s'attacher d'une manière constructive à son passé, de donner des perspectives à son présent en vue de créer un avenir plus juste. C'est aussi l'engagement militant qui lui permet de se lier, dans le présent, aux luttes pour l'avènement d'une société plus juste : il comprend que grâce à cet engagement on peut finalement lutter n'importe où pour la concrétisation de son idéal, même si l'on a un endroit préféré pour le faire... celui « où la lumière qui te réveille est ta lumière... ».

b) **Étapes de l'exil.** Tout au long de l'exil on peut distinguer des étapes dans l'adaptation aux nouvelles conditions de vie (6). La première, après l'arrivée dans la société d'accueil, est caractérisée par une grande méfiance vis-à-vis des gens du pays ainsi que des compatriotes arrivés précédemment. Mais le contraste entre la réalité vécue (bien souvent l'exilé sort de prison, a été torturé, a dû changer plusieurs fois de pays d'accueil...) et la réalité présente, finit par l'emporter et commence alors une période marquée par un sentiment de **tranquillité**, qui d'ailleurs ne dure pas longtemps, les problèmes posés par l'intégration à cette nouvelle société étant assez importants et décourageant même les plus forts. C'est alors la période **dépressive**. Mais, quand les conditions matérielles de survie sont assurées (au moins pour un délai raisonnable), quand l'exilé peut se débrouiller et communiquer dans la langue du pays d'accueil, quand des liens affectifs sont renoués ou qu'il a été possible d'en établir de nouveaux, et surtout quand l'engagement militant est renouvelé, renforcé, arrive souvent une période qu'on a nommée d'**intégration critique**, c'est-à-dire d'adaptation aux nouvelles situations de vie, tout en conservant l'identité personnelle. Intégration critique qui s'oppose à une assimilation totale aux valeurs, mœurs et habitudes de la société d'accueil, mais qui permet une vie acceptable, des liens affectifs, un intérêt critique pour les problèmes que présente cette société et dont on pourra tirer des expériences utiles pour la concrétisation du « projet d'ailleurs ».

Ceci est la vision individuelle du problème, la façon dont l'individu en tant que tel ressent cette expérience de déraci-

(6) *Op. cit.*, pp. 8-10.

nement ; mais nous voudrions aussi parler de certaines institutions qui se trouvent bouleversées par l'exil : le couple et la famille.

I.- B- L'exil, le couple et la famille.

a) **Le couple** en exil est soumis comme nous l'avons déjà dit précédemment à de grands changements dont les origines se situent plutôt dans la période précédant la migration forcée. Dans la plupart des cas un des partenaires, parfois les deux, ont été dans une ambassade, en prison, ou en fuite..., les expériences quotidiennes n'étaient plus partagées, les rôles ont été restructurés et bien souvent c'est la femme qui a pris en mains sa vie, brisant ainsi les schémas ancestraux du « machismo » (7), et retrouvant en elle-même des forces jusqu'alors inconnues pour accomplir les tâches nouvelles (alimentation du budget familial, recherche du partenaire « disparu », démarches pour le faire sortir de prison, démarches administratives ensuite pour sortir du pays, etc.). L'exil est alors le moment des retrouvailles, après des périodes plus ou moins longues de séparation, périodes très importantes dans la vie des individus, souvent marquées par des expériences traumatisantes (prison, torture...). Recommencer à vivre ensemble, dans une situation géographique et sociale différente, n'est pas toujours facile : il faut se faire aux nouveaux rôles, accepter les changements du partenaire. Ces problèmes ajoutés à l'insertion dans une situation nouvelle, aux codes sociaux différents, sont à l'origine de nombreuses ruptures de couples. D'autres se retrouvent pour recommencer, avec une force renouvelée, leur vie en commun.

b) **La famille.** Si les individus en tant que tels sont bouleversés par l'exil, la famille ressent aussi d'une manière très importante les nouvelles conditions de vie. Pour elle aussi l'exil est le moment des retrouvailles et des réadaptations internes des rôles. La famille qui se retrouve dans le pays d'accueil n'est pas du tout celle que le père ou la mère ont laissée avant d'aller en prison et elle ne sera plus jamais la même. Cette « nouvelle famille » est marquée par des événements qu'elle ne pouvait maîtriser : perte ou éloignement prolongé d'un de ses membres, chômage sans issue, déracinement, réduction de l'espace anthropologique... Elle connaît ce que les mots **insécurité, instabilité** représentent : elle les a vécus. Si certains peuvent comprendre et rationaliser toutes ces agressions, d'autres en subissent seulement les conséquences, ce sont les enfants, les petits. Pour les **nourrissons** les problèmes paraissent toujours liés à la façon dont leurs parents ou leurs substituts maîtrisent l'angoisse, et on ne peut pas dire qu'il y a une problématique spécifique de l'exil pour eux, mais plutôt des réponses typiques à des situations de stress prolongées (présence de fièvre, diarrhées, anorexies...). Pour les enfants **pré-scolaires** il semble aussi que la façon dont leurs parents vivent la situation d'exil soit déterminante : une atmosphère familiale très angoissée est difficilement supportée par l'enfant, qui doit de plus affronter les problèmes de communication verbale : la difficulté du bilinguisme est très fortement ressentie par ce groupe d'âge et surtout par ceux qui, au même moment font l'apprentissage de leur langue maternelle. Ces enfants-là ressentent aussi les pertes affectives et la plupart du temps ne peuvent les exprimer. Toutes ces raisons, outre la nécessité d'adaptation rapide à la situation nouvelle (enfant qui doit aller à la garderie sans connaître la langue pour que ses parents puissent travailler...) peuvent déclencher dans un premier temps des anorexies, du mutisme, des énurésies... Mais en général ces réactions disparaissent dès que les parents surmontent leurs propres problèmes et ont la possibilité de s'occuper davantage de leurs enfants. Pour les enfants d'âge scolaire, aux problèmes ci-dessus s'ajoute celui du résultat scolaire : après avoir quitté un type d'école ils doivent se réinsérer dans un autre, ailleurs, avec le plus souvent un décalage soit dans

les méthodes pédagogiques, soit dans la quantité et le type d'informations qu'ils reçoivent. Ils ont parfois une période de réinsertion critique marquée par des inhibitions scolaires et même des phobies. Pour les **adolescents** le problème est encore plus délicat : ils ont perdu leur monde au moment où les problèmes d'identité et de valeurs commençaient à se poser ; leur crise est alors doublement difficile à surmonter. C'est ce qui explique chez eux des états de dépression qui rendent parfois plus critique leur réinsertion sociale. Mais, tout comme pour les autres tranches d'âge, il semble aussi qu'un milieu familial chaleureux soit déterminant pour les aider à surmonter la crise. Comme leur aînés ils sont parfois très encouragés et soutenus par un engagement militant qui les pousse à profiter de ces années difficiles pour méditer sur le passé, et à travailler à se perfectionner dans le présent pour préparer l'avenir de leur pays.

C'est à ce monde d'exilés dont les évêques semblent très bien connaître la situation (2), que l'appel est lancé : un appel qui vise à la reconstitution d'une société, à la restructuration des familles et des individus déchirés.

II.- L'Eglise et la société chilienne (1973-1978)

a) La réhabilitation de l'exilé.

En comparant la situation de l'exilé avec celle qu'a connue la famille de Jésus, les évêques chiliens fournissent un cadre historique concret et une référence pertinente pour caractériser leur sujet de préoccupation. L'exil, d'après les évêques, a été dû dans le cas des Chiliens à diverses causes (recherche de travail, persécution politique, expulsion du pays) mais dans tous les cas et quelle que soit la cause directe et immédiate, une situation dramatique existe : un **million de Chiliens** n'ont pas trouvé, dans leur patrie, les conditions de vie satisfaisantes pour eux et leur famille et ont dû par la force des choses, ou ont été contraints contre leur volonté, de sortir du pays. Une grande part de cet exil correspond à ce qu'on peut appeler l'« exil politique » : à l'origine immédiate du déracinement il y a une volonté, une expression et parfois une action, **réelle ou supposée**, de personnes qui, au jugement de l'actuel gouvernement (8), s'opposent à ses principes, seuls valables et légitimes, et sont de ce fait exclues de la société sous l'accusation, non prouvée, de trahison à la patrie. Ces droits et libertés de libre profession des idées, d'opinions, de réunions, d'organisations syndicales, ces droits civils et autres sont suspendus au Chili et/ou strictement conditionnés et réglementés depuis septembre 1973. Pour des milliers de Chiliens l'exil s'est imposé comme la seule issue pour sauver leur vie, jouir de la liberté personnelle ou gagner le pain quotidien. Le cadre historique proposé par les évêques pour comprendre l'exil chilien est très éclairant (9) : dans le texte biblique apparaissent nettement deux éléments :

« L'ange du Seigneur apparaît en songe à Joseph et lui dit : "Lève-toi, prends avec toi l'enfant et sa mère, et fuis en Egypte : restes-y jusqu'à nouvel ordre (impératif - contraignant), car Hérode (10) va rechercher l'enfant pour le faire périr" (abusif - injuste). »

Les évêques chiliens définissent ainsi leur position face à l'exil : cette masse de Chiliens dépossédés de leur patrie, marginalisés arbitrairement de leur présent et de leur futur, réprimés moralement et parfois aussi physiquement, est sujet de l'attention de l'Eglise chilienne qui, en qualifiant d'injuste la situation d'exil, se solidarise avec les exilés et les appelle à rentrer au pays pour collaborer, avec d'autres, à la tâche commune. Cela doit-il nous surprendre ?

b) L'Eglise chilienne : paroles et action solidaire.

Pour qui sait ce qui s'est passé au Chili depuis 1973, il est notoire que l'Eglise a exprimé sa préoccupation de beaucoup

(7) « Machismo » (de macho — mâle) : concept utilisé en Amérique latine pour caractériser la situation de dépendance et de soumission individuelle et sociale de la femme vis-à-vis de l'homme.

(8) Le 11 septembre 1973 un coup d'Etat militaire renversait par la violence le gouvernement constitutionnel présidé par S. Allende. Depuis cette date une Junte militaire, présidée par le général Pinochet dirige les destinées du pays.

(9) Mt. 2, 13-15.

(10) « Hérode le Grand, roi de Judée de l'an 39 à l'an 4 avant J.-C. Il fut soutenu par les Romains : on lui attribue le massacre des Innocents », Nouveau Petit Larousse, p. 1438.

d'autres situations d'injustice qui touchent la grande majorité des Chiliens et qu'elle a agi énergiquement pour les faire changer (11).

L'immense travail accompli jusqu'à présent par le « Comité de Cooperación por la Paz » (12) et par le « Vicaría de la Solidaridad », tous deux issus de ce qu'on a appelé « Pastorale de la Solidarité », sont, entre autres, des preuves éloquents que la position des évêques face à l'exil correspond à la façon dont cette Eglise comprend son rôle dans la société chilienne d'aujourd'hui (13).

40.000 personnes secourues, 200 cantines populaires qui fournissent chaque jour la nourriture à plus de 100.000 enfants sous-alimentés, le financement d'activités prises en charge par les chômeurs, l'assistance médicale et sociale dans les quartiers les plus pauvres, l'assistance légale et sociale aux prisonniers politiques et à leurs familles, la dénonciation et la recherche incessante des cas de personnes « emprisonnées - disparues » ont constitué l'essentiel de l'action du « Comité pro Paz » (14).

Le « Vicaría de la Solidaridad » a pris sous sa responsabilité toute cette immense tâche et l'a développée dans la mesure où les problèmes qui étaient à son origine n'ont pas disparu avec le temps (voir bibliographie « Vicaría de la Solidaridad » : seconde année de travail).

Tout ceci les Chiliens le vivent et le connaissent bien, il ne faut donc pas être surpris des déclarations telles que celles de ce dirigeant politique chilien « ... le rôle de l'Eglise ne s'est pas borné à celui de la dénonciation. A notre avis le plus significatif de son action a été le développement d'une pratique - en langage ecclésiastique une pastorale - axée sur les problèmes des secteurs les plus affectés par la politique du fascisme... » (15).

Dans le cas de l'exil, l'Eglise chilienne, en même temps qu'elle situe le problème, propose une action concrète : « travailler avec nous qui sommes ici pour le bien du Chili et pour la réconciliation et la paix entre tous les Chiliens » (2).

c) L'Eglise et son projet de réconciliation et de paix pour les Chiliens.

Le 25 mars 1977, l'Eglise chilienne, par la voix du Comité permanent de la Conférence Episcopale (16) et en réaction à un discours du général Pinochet sur les bases et les politiques fondamentales du gouvernement militaire (18 mars 1977), faisait connaître sa position face aux problèmes qui préoccupent l'ensemble des forces démocratiques chiliennes (17). Si nous prenons le temps de réexaminer le contenu de chacun des dix chapitres de cette déclaration (18), nous y trouverons le témoignage d'une Eglise convertie en acteur important et en bastion privilégié de la défense des principaux droits du peuple chilien. Le processus qui l'a conduit

à assumer ces positions n'est certainement pas linéaire ni exempt de contradictions et de problèmes, mais, dans les faits, sa parole et son action se révèlent antagoniques à la politique et à l'action du gouvernement Pinochet.

Dans le document il y a une avancée, si l'on peut dire, des positions proprement critiques que la pastorale de l'Eglise a été amenée à développer face au gouvernement militaire. Pour cette raison on voit clairement l'effort et le soin que les évêques ont apportés au ton et au langage formel du document (19). Tout cela nous montre une attitude épiscopale particulière de nature à donner aux concepts de fond le plus de poids et d'audience possible. Nous pouvons affirmer, sans minimiser ce que nous avons dit précédemment, que le document constitue une nette mise en accusation du régime actuel.

A partir de la dignité et des droits de la personne humaine, les évêques développent leur pensée et réclament le respect de l'être humain dans ses diverses manifestations. En résumé nous pouvons dire que les points suivants sont considérés comme les facteurs les plus importants pour une vraie réconciliation et paix entre les Chiliens, selon l'Eglise aujourd'hui :

- les évêques demandent au gouvernement de tirer au clair le sort des personnes disparues (20).
- les évêques défendent le droit à la participation libre et active des citoyens à la vie politique et rejettent la présentation négative et unilatérale des partis et des hommes politiques préconisée par la junte militaire (21).
- ils se prononcent pour le pluralisme et la liberté d'expression, dans un paragraphe remarquable (chap. 8 : « La Constitución y la Ley ») ils affirment : « le respect des droits humains ne sera pleinement garanti que lorsque le pays aura une Constitution, nouvelle ou ancienne, ratifiée par le suffrage populaire, lorsque les lois seront dictées par les légitimes représentants des citoyens et lorsque tous les organismes de l'Etat, du sommet à la base, seront soumis à la Constitution et à la Loi ».
- au plan proprement économique, les évêques attirent l'attention sur les conditions intolérables dans lesquelles vivent beaucoup de citoyens et ils réaffirment « qu'il est contraire à la doctrine sociale de l'Eglise de construire une société fondée sur le profit comme moteur principal du progrès économique, sur la concurrence comme loi suprême de l'économie et sur la propriété privée des moyens de production comme droit absolu » (22).

L'appel final à « mettre fin à l'état d'urgence dans lequel nous vivons depuis plus de trois ans à établir un ordre politique accepté par la grande majorité du peuple chilien et que tous les Chiliens de bonne volonté soient invités à participer d'une manière digne et responsable à la reconstruction économique et morale de la patrie commune » s'harmonise avec le

(11) Luis CORVALAN, secrétaire du P.C. chilien, une fois libéré après plus de trois années d'emprisonnement déclarait : « L'Eglise catholique est devenue la voix des sans voix, le mouchoir qui sèche les larmes des pauvres. Elle est la seule organisation qui, au Chili, a eu la possibilité de donner une assistance juridique aux prisonniers, aux persécutés, d'assister les laissés pour compte, les chômeurs ainsi que les parents des disparus ». Rome, mars 1977, *La Croix*, 4 mars 1977.

(12) Le « Comité de Cooperación por la Paz », organisme œcuménique, a fonctionné pendant deux ans (oct. 73 - déc. 75) et a été dissous à la demande directe du général Pinochet. Aussitôt, l'Eglise catholique a créé en janvier 1976 le « Vicaría de la Solidaridad ».

(13) « Le Vicaría de la Solidaridad » assumera fidèlement la mission essentielle de l'Eglise : l'annonce de l'Evangile aux pauvres, aux persécutés et à ceux qui souffrent. A tous les hommes qui se sentent rejetés par la société, nous disons que Dieu s'intéresse vraiment à eux. L'annonce de l'Evangile ne consiste pas seulement en des mots, elle suppose des actes, des attitudes et des engagements ». Déclaration des Principes du Vicaría de la Solidaridad. *DIAL*, 291, 18 mars 1976, 8 p.

(14) « Comité de coopération pour la Paix ». Bilan de deux années de travail solidaire. *DIAL*, 1-63, 29 avril 1976, 39 p.

(15) Jaime GAZMURI, secrétaire général du Parti MAPU ouvrier-paysan, membre de l'Unité populaire « Como avanzar en la nueva situación política ». *Resistencia Chilena*, 13, nov.-déc. 1977, p. 9.

(16) « Notre Convivence Nationale ». Déclaration du Comité permanent de la Conférence épiscopale du Chili, 25 mars 1977. *La Documentation Catholique*, 1719, 1^{er} mai 1977, pp. 427-430.

(17) D'autres organisations politiques et syndicales ont fait connaître au pays leurs positions à ce sujet : « Una Patria para todos », Déclaration

du Parti démocrate chrétien du Chili, oct. 1977, polyc. 6 pages. « La Unidad Popular al Pueblo de Chile », Déclaration de la U.P., oct. 1977. *Chile America*, 37-38, nov.-déc. 1977. « Un pronto retorno a la democracia », document de 479 organisations syndicales chiliennes, août 1977. *Resistencia Chilena*, 12 sept.-oct. 1977.

(18) Nous donnons ici les titres parce qu'ils nous ont paru suggestifs. 1. Une perspective morale et pastorale. 2. L'humanisme chrétien. 3. Le pouvoir judiciaire et les personnes « disparues ». 4. Partis politiques et courants d'opinion. 5. Dignité de la politique. 6. L'unité nationale. 7. Liberté d'expression. 8. La Constitution et la Loi. 9. La situation économique. 10. Une voix d'espoir.

(19) Plusieurs passages du document commencent par valoriser les expressions ou intentions de « Son Excellence le président de la République » pour aussitôt, en s'appuyant sur ce titre, donner plus de force aux arguments critiques.

(20) Le drame des personnes « détenues-disparues » est une des plus graves accusations faites au gouvernement de Pinochet. Ce problème, et d'autres en rapport avec les droits de la personne humaine, ont valu au régime militaire qui gouverne le Chili sa condamnation par les Nations Unies (en 1974, 75, 76 et 77) pour « violation ouverte et réitérée des Droits de l'Homme ».

(21) Le 12 mars 1977 la Junte militaire avait décrété la dissolution de tous les partis politiques « suspendus » depuis septembre 1973.

(22) Selon une étude du jésuite José ALDUNATI, 21 % de la population (à peu près deux millions de Chiliens) sont tombés dans l'« extrême pauvreté » et près de sept millions de Chiliens (sur une population totale intérieure à dix millions) souffrent de la faim. *Chile America*, 38, 29-30, fév.-mars-avril 1977.

contenu de l'ensemble de la déclaration et renforce les arguments critiques déjà exprimés dans des déclarations antérieures de l'Eglise sur le sujet (23).

Nous confirmons ainsi que la pastorale de l'Eglise est aujourd'hui axée sur les problèmes les plus importants qui touchent et préoccupent l'ensemble de la société chilienne, que ses membres vivent à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières.

De son point de vue et en fonction de sa propre pastorale, l'Eglise est en train de jouer un rôle important et décisif dans la dénonciation de la politique répressive, éducationnelle, économique et culturelle du gouvernement militaire que préside le général Pinochet, et d'orienter, en y contribuant, le développement d'un « mouvement solidaire » qui, dans le Chili d'aujourd'hui, mobilise des milliers et des milliers de Chiliens pour la liberté et la démocratie.

En guise de conclusion.

La dure expérience de l'exil, le temps écoulé et la liaison maintenue avec la Patrie, ont marqué la réflexion que mènent sur le passé, le présent et l'avenir du Chili les exilés chiliens : leur pratique de vie, parfois leur difficile survie, et leur intégration critique à des sociétés et des cultures différentes.

(23) « La réconciliation au Chili » *Déclaration des évêques du Chili. La Documentation Catholique*, 1656, 16 juin 1974, pp. 561-564. « *Évangile et Paix* », Document de travail du Comité permanent de l'Épiscopat du Chili, sept. 1975, *La Documentation Catholique*, 1685, 2 nov. 1975, pp. 917-930.

doivent être des valeurs et des apports importants pour le développement de notre pays.

Plus que jamais le Chili d'aujourd'hui a besoin de ce million de Chiliens ; à l'apport humain, culturel, scientifique et technique qu'ils représentent il faut ajouter l'essentiel qui résulte de leur participation à part entière avec d'autres milliers et milliers de compatriotes à la pratique quotidienne et courante de construction d'une société plus juste.

L'exil injuste et abusif porte atteinte à un des droits fondamentaux de ces Chiliens : celui de vivre dans leur patrie et de participer ainsi à la construction et au progrès de la société qui les a vus naître.

L'Eglise catholique chilienne, avec les partis politiques et diverses organisations ainsi qu'avec des personnalités qui luttent pour conquérir la démocratie et transformer la société chilienne en la conduisant sur la voie de la justice, de l'égalité et de l'indépendance, a reconnu la solution adéquate du problème de l'exil comme un impératif fondamental pour l'avenir du Chili (1 et 2).

La mise en œuvre de meilleures conditions pour la solution des problèmes de l'exil de telle sorte qu'un nombre important et croissant de Chiliens puissent rentrer au pays avec leurs familles, doit donner aussi un nouveau contenu et une nouvelle signification à l'immense solidarité et appui que reçoit la juste cause du peuple chilien dans le monde entier.

C.S.C.

Le texte espagnol de cet article est disponible au Centre Lebrét.

BIBLIOGRAPHIE

- ALARCON (Fernando). « Exilio e historia ». *Franja*, 1, 15 mars 1977, pp. 7-10.
- ANONIMO (S.). « Plean armonía ? Iglesia y Dictadura ». *Chile America*, 31-32, mayo-junio 1977, pp. 23-26.
- ARIZTIA (Fernando) (Mgr.). « Message de Noël : réflexions sur la solidarité ». *DIAL*, 201, 15 janvier 1975, 4 p.
- CHILE-AMERICA. « El Hambre en Chile ». Comentarios al estudio del sacerdote jesuita José ALDUNATE. *Chile-America*, 28-29-30, febrero-marzo-abril 1977, pp. 11-15.
- CIMADE. « La sécurité des étrangers en France. Première partie : Les réfugiés politiques ». *CIMADE*, déc. 1976, 24 p.
- CIMADE. « Chili : les conséquences psychiques de la torture ». *DIAL*, 378, 12 mai 1977, 7 p.
- CIMADE. « Du Chili à la France : exil et accueil des réfugiés en France ». *CIMADE*, fév. 1975, 32 p.
- COMITE DE COOPERATION POUR LA PAIX AU CHILI. « Bilan de deux années de travail solidaire », décembre 1975. *DIAL*, A-63, 29 avril 1976, 39 p.
- CORVALAN (Luis). « La Iglesia Católica en Chile ». Artículo escrito en prisión, sin fecha. *Chile-America*, 28-29-30, febrero-marzo-abril 1977, pp. 79-83.
- CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. « Numéro spécial consacré aux prisonniers politiques ». *Croissance des Jeunes Nations*, 189, nov. 1977, 51 p.
- EPISCOPAT DU CHILI. « La réconciliation au Chili ». Avril 1974. *La Documentation Catholique*, 1656, 16 juin 1974, pp. 561-569.
- EPISCOPAT DU CHILI. « Évangile et Paix ». Avril 1975. *La Documentation Catholique*, 1685, 2 nov. 1975, pp. 917-930.
- EPISCOPAT DU CHILI. « Notre convivence nationale ». Mars 1977. *La Documentation Catholique*, 1719, 1^{er} mai 1977, pp. 427-431.
- EPISCOPAT DU CHILI. « Lettre des évêques à tous les Chiliens vivant à l'étranger ». Décembre 1977. *La Documentation Catholique*, 1734, 15 janvier 1978, p. 87.
- F.M.V. « La Asamblea General de la O.N.U. condena por cuarta vez a Pinochet por violación de los Derechos Humanos ». *Chile-America*, 37-38, nov.-déc. 1977, pp. 183-192.
- FRANJA. « La familia golpeada ». *Franja*, 1, 15 mars 1977, pp. 17-18.

- FRANCE - TERRE D'ASILE. F.T.D.A. « Lettre d'Information », 18, nov. 1977, 31 p.
- FRANCE - TERRE D'ASILE. F.T.D.A. « Lettre d'Information », 19, déc. 1977, 24 p.
- GAZMURI (Jaime). « Lettre réponse au cardinal Silva Henríquez ». 2 janvier 1978, 3 p. polyc.
- GRUPO DE TERAPIA DEL COLECTIVO LATINOAMERICANO DE TRABAJO PSICO-SOCIAL. « El mundo psicológico del niño latinoamericano en situación de exilio ». Mayo 1977, pp. 1-11, polyc.
- MATIN (LE) DE PARIS. Dossier. « L'asile politique en France : les limites de l'accueil ». *Matin de Paris*, 20-21-22 sept. 1977.
- MARTENS (J.). « El mundo relacional del exilado político latinoamericano ». Colectivo de trabajo psico-social. Primeras jornadas de trabajo : Los problemas psicológicos y sociales del exilado latinoamericano. Bélgica, mayo 1977, pp. 1-4.
- MISSION DE FRANCE. « Un million et partez ». Atelier émigrés. Dec. 1977, 31 p.
- NOHLEN (Dieter) y WACHENDORFER (Achim). « A donde va Chile ? » *Chile-America*, 31-32, mayo-junio 1977, pp. 23-26.
- PINERA (Bernardino). « Où en est l'église en 1977 ». Rapport de l'évêque de Temuco. *La Documentation Catholique*, 1723, 3 juillet 1977, pp. 639-641.
- SERRANO (J.), JIMENEZ (R.) y otros. « El mundo del exilado político. Reflexiones preliminares ». Colectivo Latinoamericano de Trabajo Psico-social. Mayo 1977, pp. 1-14.
- VANHECKE (Charles). « Chili : l'étau se resserre ». *Le Monde*, 10-11 juin 1977.
- VICARIAT DE LA SOLIDARITE AU CHILI. « Déclaration de Principes : sur les traces du bon samaritain ». Janvier 1976. *DIAL*, 291, 18 mars 1976, 8 p.
- VICARIA DE LA SOLIDARIDAD. « Segundo año de labor » Arzobispado de Santiago, Enero 1978, 172 p.

Nota : Tous les textes cités dans cette bibliographie peuvent être consultés au Centre Lebrét et y constituent un dossier spécial.

LE 9 NOVEMBRE S'OUVRE A MADRID LA CONFERENCE

MONDIALE DE SOLIDARITE AVEC LE CHILI

Des représentants des secteurs d'opinion les plus divers de la nation chilienne, vivant à l'extérieur ont rédigé en Juin un appel à la communauté internationale pour que puisse avoir lieu une Conférence Mondiale de Solidarité avec le Chili. Cet appel a eu un retentissement extraordinaire, ce qui a permis de la programmer à partir du 9 Novembre à Madrid, Espagne, grâce au bon accueil et sous l'auspice fraternel de partis politiques, centrales syndicales et d'un grand nombre de personnalités espagnoles.

La conférence est en pleine préparation et a déjà reçu l'adhésion d'organismes et de personnalités du monde entier. Les travaux commenceront le 9 Novembre pour s'achever le 12 par un grand acte public. L'évènement sera constitué de plusieurs sessions plénières et de quatre tables rondes simultanées, une d'elles consacrée à une rencontre internationale de mouvements de jeunesse. Parallèlement auront lieu à Madrid des manifestations artistiques et des expositions diverses.

L'appel convocatoire qui avait été fait sous la forme d'une lettre ouverte à la communauté internationale, a été signé par Hortensia Bussi de Allende, Carlos Altamirano, Clodomiro Almeyda, Luis Corvalan, Jacques Chonchol, Renan Fuentealba, Oscar Guillermo Garreton, Jaime Gazmuri, Rafael Agustin Gumucio, Isabel Margarita Letelier, Miguel Littin, Roberto Sebastian Matta, Alejandro Montecinos, Isabel Parra, Andrés Pascal Allende, un colonel des Forces Armées, un lieutenant de l'armée et un général de l'aviation entre autres personnalités.

La lettre ouverte

Le texte de la lettre ouverte auquel nous nous référons est le suivant :

"Nous, chiliens qui vivons hors de notre Patrie, représentants de diverses tendances idéologiques, politiques, culturelles, artistiques et spirituelles du pays, engagés avec la destinée de la liberté et de la démocratie, bafouées aujourd'hui au Chili, nous nous dirigeons à la communauté internationale.

"Nous voulons remercier publiquement les gouvernements, parlements partis politiques, organisations internationales et syndicats; les jeunes et les femmes, les artistes et les intellectuels, les églises et les religieux, enfin, tous ceux qui ont manifesté leur généreuse solidarité au peuple du Chili, d'une manière ou d'une autre et qui soutiennent sa juste cause.

"Le Général Pinochet, contraint par l'exigence interne et externe, essaye d'améliorer sa mauvaise image en annonçant une amnistie qui n'est pas une. Il prétend laisser irrésolu le drame des 2.500 prisonniers disparus et absout, par anticipation, de toute responsabilité les coupables de délits de séquestration, homicides, tortures et autres violations des droits de l'homme les plus élémentaires.

C'est-à-dire qu'il déclare innocents les auteurs de ces crimes, les agents de la DINA (l'actuelle Centrale Nationale d'Information), DINA-CNI qui agissent selon des instructions personnelles et directes du Chef de la Junte Militaire. D'autre part, l'expulsion des compatriotes à l'extérieur continue, ainsi que les détentions arbitraires et l'on ne permet pas à la majorité des exilés d'exercer le droit de vivre dans leur propre pays.

Nous voulons réaffirmer une fois de plus que rien n'a changé en ce qui concerne les prisonniers politiques disparus pour lesquels il est nécessaire que s'accroisse l'exigence puissante de la communauté internationale pour que la Junte réponde quant à leur vie et leur liberté au Secrétaire Général des Nations Unies. Face au silence de la Junte Militaire les proches de nombreux chiliens disparus ont exposé leurs vies par leurs êtres chers lors d'une nouvelle grève de la faim qui a eu une impressionnante répercussion mondiale. Sous consigne de "pour la Patrie, pour la Vie, pour la Liberté, nous les trouverons", ces patriotes expriment leur décision de continuer la lutte jusqu'à avoir atteint leur objectif.

La pression en faveur du Chili -exprimée lors de la dernière résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU par le vote accablant de 99 nations est parvenue à des résultats concrets pour obtenir la libération de nombreux chiliens, pour soutenir la volonté inébranlable du peuple, de toutes ses forces vives qui surmontent les différences du passé dans la lutte commune pour reconquérir la liberté et la démocratie.

Les faits révélés dernièrement rendent responsables Pinochet et l'ex chef de la police secrète - le Général Manuel Contreras- de l'assassinat d'Orlando Letelier à Washington, d'après les recherches de la justice nord-américaine elle-même. Ces événements ont provoqué d'ailleurs un malaise dans certains secteurs militaires chiliens.

Nous croyons qu'il est opportun de solliciter à ce moment précis à la communauté internationale des nouvelles initiatives de soutien à notre peuple, qui saura faire échec à la dictature, à ses appuis nationaux et étrangers qui contribuèrent à la destruction de la convivence démocratique chilienne.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est urgent que les représentants de gouvernements, parlements et partis; organismes syndicaux, de femmes et de la jeunesse, artistes et hommes de la culture, les démocrates de tous les continents se réunissent lors d'une CONFERENCE MONDIALE DE SOLIDARITE AVEC LE CHILI qui soit l'expression de toutes les forces et courants de la pensée politique, idéologique et religieuse qui jusqu'à maintenant ont apporté leur soutien au combat de notre peuple.

Nous sommes convaincus qu'elle marquera une étape dans le chemin vers un Chili démocratique et sera une réaffirmation de la décision irrévocable de la communauté internationale d'appuyer de toutes ses forces le peuple chilien jusqu'à ce que soit triomphale sa lutte pour la liberté.

Déclaration de soutien des Espagnols

La déclaration de soutien des partis, syndicats et personnalités espagnoles a une signification très importante, c'est pourquoi nous la reproduirons ci-dessous ainsi qu'une partie des signatures.

Les soussignés, représentants de partis, syndicats et associations diverses, hommes et femmes de différentes tendances idéologiques, politiques et religieuses, unis dans la lutte pour la justice et la liberté, convaincus d'exprimer les sentiments humanitaires de la majorité des espagnols, nous avons accueilli fraternellement et avec une volonté solidaire unanime la "lettre ouverte à la Communauté Internationale" dans laquelle nos frères chiliens proposent une Conférence Mondiale de Solidarité Avec le Chili.

Conscients de la grande dette que les forces démocratiques espagnoles ont envers le peuple du Chili et d'autres peuples du monde, qui pendant des années nous offrirent leur solidarité active, et encouragés par l'attitude adoptée le 7 Juin par notre Chambre de Députés, nous déclarons apporter notre soutien actif à l'initiative de convoquer une Conférence Mondiale de Solidarité avec le Chili, en offrant Madrid comme siège pour celle-ci.

Les récents événements, la campagne pour obliger à rendre compte des disparus (parmi lesquels se trouve le prêtre espagnol Antonio Llido) les grèves de la faim entreprises avec abnégation par leurs proches, l'unité ample et active des démocrates chiliens face aux exactions de la Junte Militaire Chilienne dans le domaine de la répression, de la violation systématique des droits de l'homme et des libertés les plus élémentaires, créent une occasion favorable pour que cette Conférence Mondiale de Solidarité avec le Chili puisse être d'un apport précieux pour mettre fin à toutes ces situations.

Nous nous adressons à l'opinion publique de notre pays avec l'espoir que ce mouvement de solidarité avec le Chili serve d'appel exemplaire pour dénoncer des situations également injustes dans le reste du monde".

Les organisations et personnalités suivantes signent ce document :

- Union de Centro Democratico (UCD)-Partido Socialista Obrero Espanol (PSOE), Partido Comunista de Espana (PCE), Union Général de Trabajadores (UGT) et Comisiones Obreras (CC.OO).
- Rafael Alberti, poète
- Fernando Alvarez de Miranda, Président de la Chambre des Députés
- Rafael Arias Salgado, Coordinateur Général de l'Union de Centre Démocratique
- Juan Antonio Barragan, Secrétaire Général de la Jeunesse du PSOE
- Maria Teresa de Borbon, princesse et Secrétaire des Relations Internationales du Parti Carliste
- Luis Bunuel, metteur en scène
- Carlota Bustelo, dirigeante féminine et député du PSOE
- Marcelino Camacho, Secrétaire Général des CC.OO
- Antonio Carretero, dirigeant de Justice Démocratique
- Santiago Carrillo, Secrétaire Général du PCE
- Fernando Caudin, écrivain

- Felipe Gonzalez , Secrétaire Général du PSOE
- Alfonso Guerra, Chef du groupe parlementaire du PSOE
- Antonio Gutiérrez, Secrétaire Général du Parti Socialiste Unificado de Catalunya
- Gabriel Guzman, Président de l'Association d'Etudes et de Solidarité pour l'Amérique Latine (AESLA)
- Dolores Ibarruri, Présidente du PCE
- Alberto Iniesta, Evêque Auxiliaire de Madrid
- Gregorio Lopez Raimundo, Président du PSUC
- Joan Miro, peintre
- Carlos Moro; Prédident de la Jeunesse de l'UCD
- Luis Otero, ancien commandant de l' Armée,Président de l'Union des Militaires Démocratiques
- Javier Oses, Evêque auxiliaire de Cuenca
- Jorge Palau, Secrétaire Général de la Jeunesse Communiste
- Ivan Raventos, Secrétaire Général du Parti des Socialistes de Catalunya
- Nicolas Redondo, Secrétaire Général de l'U.G.T.
- Juan José Rodriguez Ugarte, Prêtre, Secrétaire Général de la Commision Justice et Paix
- Ramon Rubial, Président du Conseil Général Basque, député du PSOE
- Joaquin Ruiz Jiménez, professeur universitaire, Président Honoraire de la Gauche Démocratique, ainsi que d'autres personnalités.

MEMORIAS DEL SUBDESARROLLO (Cuba - H. Desnos)	15 DECEMBRE
"LA BOCA DE LOS HORROS" (Argentina - E. Solinas)	19 JANVIER
"HARBAN COUNTY U.S.A." (Etats Unis - U. Koppeler)	2 FEVRIER
"VIDAS SECAS" (Bresil - M. Pereira dos Santos)	18 FEVRIER
"EL CHACAL DE MARQUESTORO" (Chile - M. Alier)	3 MARS
"X" (France-Costa Gavras)	16 MARS
"LA SANGRE DEL CONDOR" (Bolivia - J. Saizlin)	6 AVRIL
"ON DIA DE NOVEMBER" (Cuba - H. Solas)	20 AVRIL
"LOS OLVIDADOS" (Cherbourg - G. Kugel)	4 MAI
ETIENS SUR LA CONDITION DES FEMMES LATINOAMERICAINES	18 MAI
"LA CAMATA DE CHILE" (Cuba - H. Solas)	1 JUIN

CINEMA LATINOAMERICAIN PROGRAMME 78-79

UNIVERSITE DE PARIS VII JUSSIEU
 AMPHITHEATRE 24
 METRO JUSSIEU - 19 HEURES
 (FILMS EN V.O. SUIVIS D'UN DEBAT ET
 AVEC SOUS-TITRES EN FRANÇAIS)

- | | | |
|----|----------|--|
| 17 | NOVEMBRE | "NICARAGUA S.A."
(Nicaragua-Collectif) |
| 1 | DECEMBRE | "REED, MEXICO INSURGENTE"
(Mexique-P. Leduc) |
| 15 | DECEMBRE | "MEMORIAS DEL SUBDESARROLLO"
(Cuba - H. Desnoes) |
| 19 | JANVIER | "LA HORA DE LOS HORNOS"
(Argentine-F. Solanas) |
| 2 | FEVRIER | "HARLAN COUNTY U.S.A."
(Etats Unis - B. Koppler) |
| 16 | FEVRIER | "VIDAS SECAS"
(Brésil-N. Pereira dos Santos) |
| 2 | MARS | "EL CHACAL DE NAHUELTORO"
(Chile-M. Littin) |
| 16 | MARS | "Z"
(France-Costa Gavras) |
| 6 | AVRIL | "LA SANGRE DEL CONDOR"
(Bolivie-J. Sanjines) |
| 20 | AVRIL | "UN DIA DE NOVIEMBRE"
(Cuba-H. Solas) |
| 4 | MAI | "LOS OLVIDADOS"
(Mexique-L. Buñuel) |
| 18 | MAI | FILMS SUR LA CONDITION DES
FEMMES LATINOAMERICAINES |
| 1 | JUIN | "LA CANTATA DE CHILE"
(Cuba-H. Solas) |